

# Critique Communiste

revue mensuelle  
de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

n° 45

octobre 85 / 14 fr.

## Sommaire

**Greenpeace,  
de l'affaire à la crise**

•

**Le grand méchant rouge**

•

**VOYAGE AU SEIN DU GRAND  
PATRONAT MITTERRANDISTE**

•

**VII<sup>e</sup> Congrès de la LCR**

**Tribune de discussion**

**Dossier**

# Editorial

## Greenpeace, de l'affaire à la crise...

**P**ourquoi ? Pourquoi cette décision qualifiée par Mitterrand de « criminelle » et « d'imbécile » ? Pourquoi cet amoncellement de mensonges et de montages vite effondrés ?

C'est le propre d'une « affaire » de produire cet écho sans fin des questions sans réponses, puisque chaque explication provisoire soulève une nouvelle interrogation, tels les cercles concentriques du pavé dans la mare.

Il restait à la gauche gouvernementale, mutilée par quatre années de politique de reniements, un dernier beau reste : son honorabilité. Toute relative, certes, valable seulement au regard d'une droite elle-même marquée à jamais par les affaires Ben Barka, Boulin, les diamants de Bokassa... Toute une boue mêlée de sang qui ne saurait être oubliée ! Mais il a suffi de couler le bateau de Greenpeace pour que l'on sache que le mensonge comme méthode de gouvernement et le terrorisme comme raison d'Etat ne sont pas l'apanage de la seule droite.

Nul, dans ce pays, n'est assez naïf pour penser que l'activité des services secrets et de l'armée n'est entachée que de ce seul crime, ni qu'il soit le plus grave. Ceux qui gouvernent ont bien raison de nous appeler à « relativiser » l'événement. Oui, il est bien certain qu'il y a eu pire ! Mais l'essentiel n'est pas là, il est dans *le scandale*, c'est-à-dire la mise à jour, par la conjonction d'une série de faits fortuits, de ce qui doit rester dans l'obscurité. Ce que, dans un régime bourgeois, gouverner veut dire. Et le fait que la gauche, ayant accepté de gouverner dans ce système, ne saurait fondamentalement le faire sur un autre mode que la droite.

Révélee publiquement, cette simple évidence suffit à provoquer une onde de choc dont on commence à voir les conséquences...

### Mitterrand ébranlé...

La première est un affaiblissement décisif du pouvoir, sa première crise majeure. En 1982, Mitterrand était parvenu sans grand peine à négocier le virage qui, marquant la fin de « l'état de grâce », l'avait amené à mettre en œuvre une politique ouverte d'austérité. A l'été 1984, confronté, sur le terrain de l'école, à une offensive réactionnaire de masse, il avait su opérer un repli tactique audacieux en retirant le projet Savary et en changeant de gouvernement. Aujourd'hui, c'est un mal pernicieux qui semble ronger le pouvoir, impossible à enrayer et même difficile à diagnostiquer sûrement. Jean Daniel, dans le *Nouvel Observateur*, parle de façon pertinente, mais non sans impertinence, d'un « processus de décomposition qui a soudain le visage de l'inéluctable ».

Or, nous sommes à quelques mois de l'échéance décisive de 1986 ! Du coup, ce sont les projets mitterrandiens pour l'après 1986 qui s'en trouvent ébranlés. Ce n'est un secret pour personne que la stratégie de Mitterrand repose sur la perspective de la « cohabitation ». Considérant comme acquise la victoire de la droite, l'Elysée parie sur la possibilité de faire coexister une présidence toujours entre les mains de Mitterrand et un gouvernement de droite... Les formules parlementaires exactes restent à déterminer en fonction des résultats électoraux. Celles-ci sont en quelque sorte subsidiaires au regard de la question clé : le rôle donné au président par les institutions de la V<sup>e</sup> République.

Il a d'ailleurs suffi que l'idée de la cohabitation soit lancée sur le marché pour que la droite, dont l'unité était déjà mise à mal par la montée de Le Pen, se divise

davantage et que s'entrechoquent les projets présidentiels de Chirac et de Barre.

Les atouts que Mitterrand, expert en manœuvre de haute volée, peut jouer dans une telle partie de « cohabitation » ne sauraient être sous-estimés.

Mais ces prérogatives présidentielles n'ont de légitimité assurée que dans la mesure où le président en place apparaît lui-même comme le « gardien des institutions ». De Gaulle est tombé parce qu'une partie de la bourgeoisie a jugé qu'après la tempête de Mai 68 le général n'apparaissait plus suffisamment investi d'une telle légitimité. Giscard a sombré parce que, face à la montée en force de la gauche, il ne constituait plus un rempart assez solide. La chute des monarques républicains de la V<sup>e</sup> République est aussi vertigineuse que l'importance des pouvoirs qui leur sont octroyés ! Mitterrand le sait qui, dès le premier jour de ce qu'il a décidé être son septennat, a peaufiné son image de garant de l'union nationale...

Mais pour cette espèce sans précédent qu'est un président de gauche, le fascinant label national doit être obtenu... à droite ! D'où l'importance centrale des questions de politique internationale et de défense, ces traditionnels « domaines réservés » de tout président de la V<sup>e</sup> République. Mitterrand, de ce côté, n'a jamais lésiné sur les moyens : l'amnistie des généraux félons de « l'Algérie française », les voyages impromptus à Beyrouth et à Mururoa constituent autant de symboles qui, avec le budget militaire intouchable, les expéditions militaires néo-coloniales au Tchad et au Liban, le développement de la force de frappe, une politique agressivement atlantiste, ont drapé de tricolore la politique présidentielle.

Une politique dont Hernu était la cheville militaire. Après s'être longuement débattu en vain, le ministre de la Défense a dû démissionner sans gloire. Cette faillite est le coup le plus dur que Mitterrand ait eu à subir, car elle symbolise la mise en cause de toute cette politique. Citons, encore une fois, Jean Daniel, décidément en verve de perspicacité : *« Je répète, car c'est le plus important, que sans l'affaire Greenpeace le consensus était évident sur la défense nationale comme sur la politique étrangère, et que la gâchis, le vrai gâchis, c'est d'avoir laissé atteindre le consensus dans un domaine si essentiel pour le crédit de la nation et l'évolution des institutions dans l'avenir immédiat. »*

### ...Les institutions aussi

Dire ainsi les choses permet de prendre la mesure de l'ampleur de la crise à présent ouverte. Non seulement les projets mitterrandiens de « cohabitation » sont sérieusement menacés, mais dans des conditions qui font qu'une éventuelle crise politique ouverte serait immédiatement grosse d'une crise de régime. Car, si Mitterrand se trouve directement mis en cause, c'est une désagrégation des prérogatives présidentielles qui est enclenchée, et donc un ébranlement des institutions elles-mêmes.

Le tour de force de Mitterrand était d'avoir su se couler dans ces institutions et, flanqué de Hernu, de s'être fait accepter politiquement comme chef suprême par les armées. Paradoxalement, l'affaiblissement du pouvoir, qui remet en question la cohabitation, rend peut-être la situation plus difficile à la droite. Celle-ci sait que les coups qu'elle est à présent en mesure de porter peuvent toucher, au-delà de Mitterrand lui-même, et l'armée et la Constitution.

Car le fameux « consensus » dont Jean Daniel déplore qu'il se trouve mis à mal, quel est-il ? C'est, autour du président, l'accord de la gauche et de la droite, du PCF au Front national, pour porter au « crédit de la nation » les institutions, la politique internationale et militaire... C'est-à-dire l'armée, ses expéditions militaires néo-coloniales, sa force de frappe, etc. C'est-à-dire l'impérialisme français fermement adossé à des institutions solides, dont « l'alternance » a montré que leur efficacité ne dépendait pas de la couleur politique du locataire de l'Élysée...

Certes, le discrédit est grand pour la gauche gouvernementale. Et, sur cette charogne, les candidats au festin ne manquent pas. Barre se frotte les mains en voyant son rival chiraquien avoir foncé tête baissée dans la perspective d'une cohabitation qui, aujourd'hui, prend eau de toutes parts. Le Pen peut espérer faire son profit de l'écoeurement de la politique qui va gagner bon nombre de citoyens. Mais, même à droite, les plus malins comprennent bien que le mal révélé est trop grave pour que chacun, à des titres divers, n'en soit pas atteint... C'est pourquoi on les voit déjà, tous, à droite et à gauche, civils et militaires, chercher des boucs

émisaires et lancer le sinistre cri du cynisme allié à l'hypocrisie : non pas « honte à qui a commis le crime », mais « malheur à ceux par qui le scandale est venu ! »

Or, nous ne devons pas oublier, nous qui savons que « la vérité seule est révolutionnaire », que l'honneur de la presse française a été de faire la lumière sur cette ténébreuse affaire. Il est remarquable que la presse de gauche ait été la plus tenace en ce travail. Pensons qu'il ne s'agit pas d'un hasard : le « devoir de vérité » devait être plus tenaillant de ce côté. Et soyons sûr qu'en travaillant ainsi, cette presse a marché en éclaireur d'un mouvement d'opinion plus profond.

## Les ruses de l'Histoire

Car le pouvoir actuel est loin d'avoir fait plus grave que ses prédécesseurs et corrégionnaires. C'est en ce sens qu'il est en droit de se plaindre des injustices de l'Histoire et des vicissitudes de la politique. Mais il a fauté au regard des idéaux dont il se réclame. Ils ne sont pas les siens, on le sait, il vient une nouvelle fois de le montrer. Par contre, ils sont ceux de ces hommes et de ces femmes sans lesquels il ne serait rien : ce « peuple de gauche » que les dirigeants réformistes aiment à saluer dans leurs discours, et qu'ils oublient si facilement dans leurs actes.

Car la vraie « vérité cruelle », au goût de cendre, ce n'est pas celle que Fabius a proférée devant les caméras, sous l'éclat artificiel des sunlights, et qui se réduisait à avouer publiquement ce qui ne pouvait plus être caché. *C'est la mise à nu d'une politique qui se prétendait de gauche ! Et qui n'est rien de plus qu'une version de la politique bourgeoise.* Non pas qu'on l'ignorait, mais il y fallait l'évidence d'une radiographie. L'Histoire, dont on sait depuis Hegel qu'elle est rusée, a voulu que cette opération ne se fasse pas sur le mode majeur de grands affrontements de classes, mais dans le confinement sordide d'une affaire d'espionnage. Mais le fait est là, tapi dans l'ombre, incontournable : ce que, parmi les travailleurs, on pressentait et soupçonnait, on le *sait* ; ce qui, de la part de la droite, n'eut fait qu'alimenter la haine, de la part de la gauche a fait naître une sourde révolte teintée de mépris. Et cela seul suffit pour qu'une machine gouvernementale apparemment bien huilée, aussi lisse que l'âme de Fabius, se dérègle et hoquète, la scène politique se couvrant d'ombres comme pour une fin de règne.

Pour les travailleurs, ce ne peut être qu'un commencement. Pour ne pas être englouti avec la gauche gouvernementale qui sombre dans le déshonneur, il faut répondre aux « pourquoi », aller jusqu'au bout dans la recherche de la vérité, même cruelle et amère... Et dire que, si on en est là, c'est *parce que* la gauche au gouvernement a mené la politique qui est la sienne, *parce que* elle est ce qu'elle est. Aller au bout de la tâche, maintenant, c'est dire : « Eux, c'est eux ; nous, c'est nous ! »

Les modalités de ce mauvais coup, les mobiles des acteurs, et même la question de savoir qui a donné l'ordre et qui le connaissait sont de l'ordre de l'anecdote au regard de l'essentiel, aujourd'hui porté en pleine lumière.

## Aux bottes de l'état-major

Le Parti socialiste, et avec lui le Parti communiste, ont voulu gouverner de concert avec la caste des officiers supérieurs. Dans ces conditions ils devaient faire davantage que les amadouer, ne pas attenter à leurs privilèges et à leurs situations établies. Il leur fallait mener la politique voulue par eux. Et donc glorifier l'armée, poursuivre les essais nucléaires, créer la Force d'intervention rapide, maintenir et accroître le budget militaire... C'est ce qu'ils ont fait !

Ils l'ont fait en connaissance de cause. L'histoire des rapports entre l'armée et la gauche est trop riche dans ce pays, l'antimilitarisme est une valeur de trop longue date ancrée dans le mouvement ouvrier, pour que l'un quelconque des dirigeants de gauche ignore ce que veut dire pactiser avec l'armée, se mettre à son service. De la Commune aux sales guerres coloniales, en passant par l'affaire Dreyfus, toute l'histoire montre que de la part de la gauche une politique de complicité avec l'armée ne peut signifier qu'une chose : la haute trahison. Quant à croire que cela pourrait passer inaperçu, Greenpeace est passé par là !

Le Parti socialiste, et avec lui le Parti communiste, ont voulu se montrer les loyaux gérants des intérêts de la bourgeoisie. Dans ces conditions, il leur fallait faire

davantage que ne de pas s'attaquer à elle, de ne pas porter le doigt sur ses sacro-saints coffres forts. Il leur fallait mener la politique voulue par elle. Et donc prôner les vertus du profit et de « l'esprit d'entreprise », maintenir la domination coloniale et l'impérialisme français en Kanaky et dans les prétendus territoires et département d'outre-mer, poursuivre la politique de chômage et d'austérité, porter de nouvelles attaques contre les travailleurs. C'est ce qu'ils ont fait ! En connaissance de cause, bien évidemment, puisqu'ils ne sont pas totalement idiots.

### **Pas d'accord !**

Si la bourgeoisie peut s'écrier : « Bien travaillé ! », les travailleurs doivent, eux, dire haut et fort : « Pas d'accord ! Cette politique-là n'est pas la nôtre, pas celle pour laquelle vous aviez été élus ! ». Et ajouter : « le discrédit qui vous frappe aujourd'hui n'est que la partie immergée de l'iceberg du reniement qu'a été votre politique. » Un rappel aux réalités qui ne saurait rester prisonnier des réflexions individuelles, ni des récriminations de couloirs, qui doit descendre dans la rue, s'exprimer dans les luttes et les mobilisations.

En engageant l'action contre les mesures d'austérité et les attaques patronales, en se mobilisant contre la montée du racisme, en soutenant la lutte du peuple kanak pour son indépendance, en exigeant l'arrêt immédiat des essais nucléaires, le démantèlement du Centre d'expérimentations du Pacifique, le retrait des troupes françaises du Pacifique sud, l'abandon de la force de frappe.

C'est ainsi que les travailleurs montreront à la droite et au patronat que, face à eux, il n'y a pas qu'une gauche qui pleure sur ses rêves brisés de cohabitation, une gauche plus ardente à s'entredéchirer et à se renier qu'à satisfaire les revendications populaires, mais une force décidée au combat, qui a la mémoire longue, qui sait reconstituer une unité et une volonté d'agir en tirant les leçons des capitulations de la gauche officielle.

Une force neuve, animée de l'énergie des millions de travailleuses et de travailleurs qui ne sont pas décidés à subir le déshonneur de ceux qui ont bafoué leurs engagements, ni à sombrer avec eux dans les eaux sales de la trahison.

# Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV<sup>e</sup> Internationale)

43

Spécial 1985

35 F



CRISE  
et  
TIERS  
monde

## CRISE ET TIERS MONDE

### Sommaire

Les nouveaux missionnaires. **Daniel Bensaïd.**  
Le nœud coulant de la dette. **Nicolas Maheu**  
La dette extérieure de l'Amérique latine est irrécouvrable. **Fidel Castro**  
La révolution nicaraguayenne. **Charles-André Udry**  
L'insurrection. **Humberto Ortega**  
Afrique noire : des situations sans issue. **Claude Gabriel**  
Pour comprendre l'Afghanistan. **Michel Lequenne**  
La Chine à l'heure du « renversement des verdicts ». Economie et contradictions dans  
la société de transition. **Pierre Rousset.**

Un numéro triple.

# Le grand méchant rouge

## A propos du discours occidental sur le « goulag »

Jean-Marie CHAUVIER

Cet article de Jean-Marie Chauvier est repris *d'Ici Est*, bulletin du comité 1<sup>er</sup> Mai pour les libertés démocratiques et les droits des travailleurs dans les pays de l'Est (Belgique). Il a pour point de départ les interventions de l'auteur lors d'un colloque organisé par ce comité en novembre dernier. *D'ici-d'Est*: 16, avenue du bois de la cambre, 1170, Bruxelles.

C'est à la une d'un grand quotidien bruxellois, le 1<sup>er</sup> février 1985 : le maréchal Oustinov, le défunt ministre soviétique de la Défense, serait l'auteur du complot qui faillit coûter la vie au pape Jean-Paul II. C'est un document des services secrets italiens qui en apporte la révélation, flanqué d'une photo d'Oustinov, le journal titre : « L'Est souffle-t-il l'euro-terrorisme ?<sup>1</sup> »

Les heures passent et je m'étonne que cette fracassante révélation n'entraîne aucune tempête dans la vie politique mondiale. D'autres journaux ont mentionné la nouvelle, mais plus discrètement. Je finis par comprendre, le lendemain. *Le document était faux* : c'est le même quotidien qui me l'apprend, mais dans une note minuscule au bas de la page huit<sup>2</sup>. Ce très sobre démenti ne précise pas l'origine du faux. Il s'agit en effet d'anciens membres des services secrets italiens actuellement impliqués dans une enquête sur l'attentat de Bologne. Ce détail est sans doute superflu, le grand public n'étant pas fort au courant de ce qui se passe sur les « pistes noires » du terrorisme, alors que son attention est déjà suffisamment attirée vers les « pistes rouges ». Beaucoup d'investigations sont en cours sur les manipulations possibles des terrorismes, et aucune hypothèse n'est à rejeter a priori. Par contre, établir des suppositions sans indices suffisants, des convictions sans preuves, ou encore des insinuations qui, dans le climat actuel, n'auraient plus besoin d'être étayées : voilà qui ressemble très peu à l'information qu'on serait en droit

d'attendre d'un journal réputé sérieux. Mais ce genre de pratiques n'a plus rien d'exceptionnel. Le « faux » du 1<sup>er</sup> février n'a provoqué aucune surprise, aucune réaction : c'est dire qu'on est habitué. D'ailleurs, à quoi bon ces scrupules : l'important n'est-il pas que les « grandes lignes » de la vérité soient évidentes ?

Les « grandes lignes », c'est-à-dire ?

Ben voyons : l'« empire du mal » n'est-ce pas. L'Union soviétique, foyer de toutes les subversions, cerveau du terrorisme international. La plus formidable puissance militaire de tous les temps lancée à la conquête du monde ; l'Afrique a presque basculé, c'est au tour de l'Amérique centrale, et que serait l'Europe sans les nouveaux missiles : vous ignorez que l'armée rouge piaffe d'impatience d'entrer en Pologne, sinon de camper au bord du Rhin ? Le dernier livre d'un transfuge des services secrets soviétiques nous en avertit : « *Les Russes sont arrivés* ». A vrai dire, en fidèles lecteurs de nos journaux, nous le savions un peu : l'intoxx du KGB en Belgique, les diplomates bidon, les journalistes aux ordres<sup>3</sup>, les pacifistes stipendiés par Moscou. Et qui croyez-vous se trouve derrière les grèves en Espagne ou parmi les mineurs anglais, les terroristes d'Irlande et du pays basque, ceux du Salvador et j'en passe ?... OK..., mon lecteur a compris, je fais dans la caricature. Eh ! bien non : c'est, mot à mot, un discours dont je peux, si nécessaire, établir une anthologie précise, avec les auteurs et les dates.

Ce n'est pas tout. L'empire du mal, en proie à l'hystérie guerrière, mobili-

1. La Libre Belgique, du 1<sup>er</sup> février 1985.

2. La Libre Belgique, du 2 février 1985

3. Toute opinion non conforme à un nom : c'est la désinformation du KGB. Les journalistes et même les dissidents qui ne s'alignent pas ont déjà mérité quelquefois cette épithète infamante de la part de nos confrères militants. Un écrivain russe exilé a même toute une théorie là-dessus. C'est Vladimir Volkoff et ses « caisses de résonance », autrement dit, la voix du KGB retentissant dans les articles de presse, les manifestations, les contestations, les grèves, etc.

sant des millions de frustrés robotisés, c'est Orwell 1984, le super-totalitaire, gigantesque camp de concentration, où règne un antisémitisme d'Etat de type nazi, un formidable « ministère de la pensée » qui ne laisse aux « artistes » que la faculté de chanter les louanges du régime<sup>4</sup>. Pourtant, c'est aussi un colosse aux pieds d'argile, avec une économie en faillite, « un niveau de vie inférieur à celui de la Russie de 1913 » (Richard Pipes, conseiller de M. Reagan), un régime au bord de la « chute finale ». C'est une question d'années. Voyez plutôt, cette économie fiction, ce pays peuplé de « clochards, d'une foule mal vêtue, de mauvaise foi, renfrognée et brutale, flanqué du paysage urbain le plus sinistre de la terre. Des sommités médicales qui passeraient ici pour des officiers de santé, artistes sans talent, ingénieurs au niveau de contremaitres, administrateurs pagailleurs » : c'est une des sommités de la kremlinologie française qui nous en instruit<sup>5</sup>. Peut-être êtes-vous surpris qu'une telle faillite économique et sociale soit compatible avec la puissance réputée irréversible de son armée ? C'est fort simple : l'armée est la seule chose qui marche, la répression la seule grande réussite d'un socialisme dont « le principe premier... aboutit à la destruction de tous les biens, et de tous les hommes<sup>6</sup> ». Vous avez bien lu ? tous les biens, tous les hommes.

Aux grandes lignes de cette vérité sur l'URSS, désormais irréversible, comme le disait Bernard-Henri Lévy, j'avoue que, par moments, j'aimerais pouvoir me rallier. Le régime soviétique est tellement décevant, du moins pour ceux qui espèrent (et en ont espéré) un monde meilleur, son histoire tellement tragique, ses méthodes policières tellement odieuses (du moins pour ceux qui n'aiment pas ces méthodes en général), ses bureaucrates tellement rébarbatifs... Il serait tellement plus simple de le maudire, d'y trouver enfin la source de tous nos malheurs... Et puis surtout, ce serait plus confortable, de penser comme il faut, de porter les lunettes à la mode. Mais ça me pose problème « Ma Russie » à moi, celle où j'ai vécu et laissé des amis, je ne la reconnais pas tout à fait dans cette image d'apocalypse. J'y ai vu des paysages urbains plus sympathiques que certaines banlieues parisiennes et des foules qui n'avaient rien de clochards. J'y ai même connu des gens qui avaient du talent, de bons médecins, des passionnés, pas trop renfrognés, pas toujours mécontents. Des hommes et des femmes qui ne correspondent pas vraiment à leur statut d'animaux idéologiques, et dont les joies ou les misères ne sont pas nécessairement les « preuves » de ceci ou de

cela. Comment dire le quotidien d'un pays mythologique, comment transmettre les expériences vécues là-bas à des publics d'ici qui ne s'intéressent de toute façon qu'à leur usage dans des controverses d'ici ?... Difficile, aussi, de parler d'« hystérie guerrière ». Je sais combien les médias d'Occident et les officiels de Moscou sont également friands de spectacles de force sur la place Rouge. Je lis les journaux russes et j'y trouve beaucoup de bêtises, mais ils ne sont pas les seuls, et je n'y trouve pas que des bêtises mais ils ne sont pas les seuls. Le culte des valeurs militaires y tient bonne place, spécialement en cette année de 40<sup>e</sup> anniversaire. La guerre psychologique contre l'ennemi impérialiste bat son plein là-bas comme ici. Mais le climat, parmi les gens n'est pas à la mobilisation et, tout compte fait, je crois qu'il est difficile de trouver en URSS des manifestations de haine et de mépris comme celles qui s'affichent, chez nous, dans les médias et sur les écrans.

Et je ne suis pas sûr qu'au palmarès de la sottise ou des truquages, la propagande soviétique soit toujours gagnante...

Je travaille en ce moment sur les problèmes d'écologie en URSS. J'ai sous la main les fruits de vingt années de débats dans la presse et de textes officiels sur le sujet. Je tombe sur un ouvrage publié en France à ce propos. Je lis, sur la couverture : « En URSS, officiellement, la pollution n'existe pas<sup>7</sup> ». Tiens donc. Ailleurs, je découvre une interview de l'auteur, illustrée d'un paysage très « pollué ». J'observe la photo : je reconnais mon bassin de natation favori à ciel ouvert toute l'année, et dont les eaux chauffées en plein hiver dégagent, évidemment, un épais nuage de vapeur<sup>8</sup>...

Une autre fois, j'apprends par des journaux d'ici que la préparation du 40<sup>e</sup> anniversaire de la victoire a pour « slogan » l'antisémitisme, que l'« omniprésence » de Staline y était remarquable. J'ai beau chercher dans les journaux soviétiques : je n'en vois pas la trace. Mais je ne les lis pas tous. Le texte « antisémite » en question aurait été retiré de la circulation. Ce ne serait pas la première fois que des tentatives du genre, parfois tolérées, parfois réprochées, seraient finalement passées inaperçues si les médias d'Occident (et les radios émettant vers l'URSS) ne leur assuraient une large publicité. Je n'ignore pas l'existence d'un chauvinisme grand russe et d'un antisémitisme latents à côté d'autres tendances et d'autres sensibilités dont le « pluralisme » étonnerait probablement le lecteur occidental... De là à déclarer que l'antisémitisme est un « slogan » offi-

4. 1984, d'Orwell, ou le détournement d'une œuvre au profit d'une propagande orwellienne comme Orwell ne pouvait l'imaginer, lui qui avait vécu au seuil de la « révolution télématique ».

5. Alain Besançon, Anatomie d'un spectre : l'économie du socialisme réel. Calmann Lévy, 1981.

6. Idem.

7. C'est ce qu'affirme la couverture du livre le Rouge et le Vert, Seuil, de Vladimir Komarov, dont le contenu ne justifie pas le contenant. Ce n'est pas la première fois que des éditeurs en quête de sensationnel « sollicitent » le contenu d'un livre...

8. L'Alternative, n° 25, janvier-février 1984.

ciel, il y a une marge. Quant à la réhabilitation de Staline — probable, du moins en tant que chef de guerre — elle ne s'annonce encore que fort discrètement... (cet article est achevé le 5 février).

Ailleurs, c'est une déportation massive des musulmans d'Asie centrale qui m'est annoncée par un spécialiste réputé, au printemps 1983<sup>9</sup>. J'attends : toujours rien. Je cherche trace. Et je trouve. On discute en effet, dans la presse soviétique, des efforts, peu rentables jusqu'ici, déployés pour attirer dans les régions nouvelles de Sibérie les jeunes d'Asie centrale, attachés comme leurs parents aux traditions d'habitat, de culture, de climat. Ce débat a eu des échos dans des publications occidentales spécialisées<sup>10</sup>. Pour celles du grand public, il est sans doute plus simple d'annoncer des « transferts massifs et forcés »...

Comme on le voit, les images terrifiantes qui nous sont proposées ne sont pas dénuées de fondement. Par exemple, lorsqu'un auteur de best-sellers, Emmanuel Todd, déclare que les Russes ne lisent plus et que leurs classiques ne sont plus imprimés, il ne faut pas prendre cela pour de l'ignorance<sup>11</sup>. Ce jeune homme brillant, qui a ému tout Paris, a probablement entendu dire qu'on ne trouvait plus de classiques ni de bons contemporains dans les librairies soviétiques. Et ce n'est pas faux : même des tirages de 200 000 exemplaires et plus, même des éditions successives de plusieurs millions de livres d'un même auteur (le classique Dostoïevski par exemple, ou le contemporain Aïtmatov) sont épuisés en quelques heures, et voilà pourquoi les librairies de Moscou n'ont souvent à offrir que des livres sans intérêt.

Lorsqu'à la veille des JO de 1980 — une période où l'imagination des journalistes mériterait à elle seule une encyclopédie — on fit état d'une *déportation* des enfants, la nouvelle n'était pas que du vent. Chaque année en effet, et cette année-là plus que d'autres, Moscou se vide littéralement de ses enfants pendant l'été. Ils vont dans les colonies de vacances, et c'est ainsi qu'à l'époque où je vivais à Moscou, ma fille fut plusieurs fois « déportée ». Elle n'a hélas pas eu la chance qu'ont les plus privilégiés d'aller au « camp d'Artek », le plus célèbre camp de vacances, au bord de la mer Noire en Crimée, qu'une émission de radio présentait il y a quelques années comme un redoutable « camp d'enfants ».

J'arrête ici cette énumération trop facile et un peu mesquine. Faut-il s'attarder à tous ces détails ? Du moment qu'on a les « grandes lignes » ! Les idées simples ! Inspirons-nous plutôt de

Castoriadis, auteur d'une théorie à la mode sur la « stratocratie » soviétique. Dans un ouvrage de trois cents pages, il en consacre une petite dizaine à la politique extérieure de l'URSS. Et de conclure, très modestement : « *Voilà la forêt. Le soin de détailler les feuilles des arbres qui la composent peut être laissé aux historiens, aux spécialistes, aux imbéciles et aux sycophantes du Kremlin — quatre classes certes distinctes, mais dont l'intersection n'est pas nécessairement vide*<sup>12</sup>. » Un sycophante, c'est un mouchard.

## Préparatifs de guerre

Bon, intéressons-nous à la forêt.

Les imbéciles et les sycophantes ne prennent pas fort au sérieux M. Castoriadis et sa « stratocratie ». Non certes que le sujet soit inintéressant : il est plutôt mal traité. Le coup de force de Jaruzelski, en Pologne, rend évidemment séduisante l'hypothèse d'une évolution des régimes communistes vers un « militaro-communisme ». Mais, bien que le poids des considérations géopolitiques et militaires soit de plus en plus lourd dans les décisions soviétiques, rien ne permet d'affirmer que les dirigeants portant képis forment un nouveau pouvoir, qui ne serait pas celui du parti communiste avec ou sans uniforme. De même, la croissance très réelle de la puissance militaire ne permet pas de conclure à une « *supériorité nette, et probablement irréversible* » de l'armée rouge comme le croit M. Castoriadis. Cette conviction ne peut être fondée, en tout cas, sur les travaux des grands centres occidentaux d'études stratégiques<sup>13</sup>. C'est à partir d'une interprétation sélective de ces sources, mêlées à des rapports alarmistes de l'OTAN et du Pentagone, que les médias entretiennent la peur à ce sujet. Le débat est fort technique, mais cette technicité ne doit pas décourager l'effort de comprendre. Nous aurions tort de ne pas le consentir, ou encore de ne pas nous intéresser à la politique américaine et à ses controverses. A son avantage, et au contraire de l'URSS, les débats stratégiques ne sont pas du domaine secret. On peut y faire d'intéressantes découvertes. Sur l'objectif, clairement et plusieurs fois formulé par des membres de l'administration Reagan, de déstabiliser le camp socialiste par une course aux armements intenable pour l'URSS, par les pressions économiques et, éventuellement, les actions de commandos spéciaux derrière le rideau de fer<sup>14</sup>. Sur la conscience très nette qu'ont les Etats-Unis d'être supérieurs ou d'avoir retrouvé leur supériorité

9. Le Point, 16-22 mai 1983 (Alexandre Benningson).

10. Nationalités en Union soviétique, aspects démographiques et culturels, *La documentation française*, PPS n° 411 (1981). « L'Asie centrale soviétique », M.A. Crosnier et M. Kahn, *Courrier des pays de l'Est*, 276-277 (1983).

11. Emmanuel Todd, *la Chute finale*, éd. Lafont.

12. Cornelius Castoriadis, *Devant la guerre*, éd. Fayard, p. 105-106.

13. Institut d'études stratégiques de Londres, SIPRI de Stockholm, CIRPES-Paris, GRIP-Bruxelles, etc. *Un ouvrage parmi d'autres à consulter : Atlas du monde armé de M. Kidron et D. Smith, pour sa clarté et sa transparence (il cite ses sources, ce qui n'est pas le cas de nombreux journalistes qui répercutent, parfois sans le savoir, les données de la CIA (principale source de l'OTAN).*

14. Michael T. Klare, « Comment le Pentagone veut ébranler de l'intérieur l'empire soviétique », le Monde diplomatique de septembre 1982. Claude Julien, « La paix selon M. Reagan », le Monde diplomatique de février 1983. Michael T. Klare, « M. Reagan accélère le renforcement de son arsenal », le Monde diplomatique, juillet 1984.

15. Jérôme B. Wiesner, « Une dangereuse conception de la sécurité », le Monde diplomatique, décembre 1984.

16. G. Sokoloff, *l'Economie de la détente, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1984.*

17. Guide mondial des droits de l'homme, éd. Buchet-Chastel.

rité militaire et le rôle joué, naguère comme aujourd'hui, par les fabricants d'armes et les médias, dans la désinformation du public<sup>15</sup>. On découvrira par la même occasion que ce sont souvent les points de vue les plus ultras qui sont relayés chez nous, alors qu'une part non négligeable de l'establishment américain et même de l'entourage de Reagan conteste cette politique que d'aucuns parmi des Américains très haut placés qualifient de « préparatifs de guerre ».

Un autre leitmotiv de ce conditionnement, c'est celui de l'« Occident offrant à l'URSS la corde pour se faire pendre ». Un leitmotiv qui repose sur la très forte avance technologique de l'Ouest, notamment dans la course aux armements où l'URSS n'a jamais été que le brillant second. Et qui suppose que les importations de technologies (et de céréales ?) servent à renforcer l'armée rouge. Ça ne peut être que vrai de toute façon ! Mais avec ou sans « cadeaux » occidentaux, la puissance militaire suit, en URSS, une courbe ascendante, dont les effets accélérateurs sont ceux de la compétition avec les Etats-Unis. Des études sérieuses montrent que, de son côté, la progression des transferts technologiques se fait en dents de scie, au gré du climat politique Est-Ouest et, surtout, des grands programmes d'investissements civils de l'URSS<sup>16</sup>. Des spécialistes retiennent d'ailleurs l'hypothèse, controversée, d'une progressive « colonisation » technologique de l'URSS par l'Occident. Hypothèse plausible, lorsqu'on sait le quasi-monopole des équipements et de l'initiative technologique dont dispose le monde capitaliste. Ajoutons que le monde *unipolaire* (américain et capitaliste) qui s'annonce dans la triple hégémonie des technologies, du marché des capitaux et des grands flux commerciaux Ouest-Sud replace dans son contexte la confrontation verbale des deux super-puissances. Il permet aussi de ne pas prendre pour de la « subversion soviétique », c'est-à-dire un épisode « Est-Ouest », les crises du tiers monde et les actions bien compréhensibles des Etats-Unis pour y préserver leurs intérêts.

Le fait que l'URSS soit une super-puissance secondaire, essentiellement politico-militaire (et commerciale, avec les ventes d'armes), ne lui donne aucun avantage « moral ». La « sale guerre » menée en Afghanistan et les pressions exercées sur la Pologne illustrent la détermination de l'URSS à défendre par tous les moyens son « glacis » et ses zones d'influence, du moins dans certaines limites et en évitant la confrontation directe avec les Etats-Unis. Tout Etat, parti ou mouvement tenté ou

contraint par les menaces américaines (comme hier Cuba et aujourd'hui le Nicaragua) de demander protection à l'Union soviétique doit savoir qu'il risque d'y aliéner son indépendance. Mais a-t-il toujours le choix ? Encore faudrait-il explorer un aspect trop souvent négligé des relations Est-Sud : l'« utilisation » de l'URSS par les classes dirigeantes locales qui lui font appel tout en maîtrisant fort bien la manœuvre. Exemples : l'Egypte et l'Inde. Et probablement aussi l'Ethiopie.

Dans l'évaluation des risques de guerre aujourd'hui, le comportement soviétique me paraît relever beaucoup plus de la crispation que d'une volonté expansionniste. Ce qui, en soi, ne diminue pas le danger. L'affaire du boeing sud-coréen montre les « dérapages » possibles d'une mécanique infernale et d'une sorte de paranoïa soviétique. Encore faut-il reconnaître que Moscou a quelques raisons historiques... et actuelles de redouter l'encerclement ou la déstabilisation. Tout comme Washington aurait des raisons de s'inquiéter de la prolifération, à ses frontières, de régimes « cubains » et de bases russes. Mais on est encore loin d'y être... Lorsqu'on sait par exemple que même sur la « base rouge » de Cuba, il y a autant de soldats américains que de conseillers soviétiques.

## Le « Tout-au-goulag »

Cela dit, que le « goulag » ne menace pas encore les Etats-Unis ni la France de Mitterrand, contrairement à ce que certaine presse nous suggère, ne saurait nous consoler de l'emprisonnement des peuples de l'URSS et d'Europe de l'Est dans ce même « goulag ».

Sans doute y a-t-il exagération et anachronisme dans l'emploi du terme « goulag » : nous sommes très loin de la terreur stalinienne, et il n'y a pas lieu de parler aujourd'hui de « restalinisation » au sens historique du terme. Il reste que les peuples est-européens ne disposent pas d'eux-mêmes et qu'ils sont, dans leurs frontières et celles du « bloc », doublement prisonniers de l'hégémonie de l'URSS et — dans chaque pays — de l'arbitraire d'un Etat-parti exerçant un contrôle plus ou moins totalitaire sur la société et qui se place en tout cas au-dessus des lois et de toute espèce de légitimité démocratique.

Au palmarès de la violation des droits de l'homme à travers le monde, un sondage effectué dans la jeunesse belge il y a quelques années plaçait l'URSS largement en tête. C'est une opinion confirmée par Amnesty international. Dans une estimation du degré

de respect des droits de l'homme, l'URSS est créditée d'un 26 %, soit moins que la Chine (32 %), le Chili (37 %), la Turquie (43 %), le Maroc (57 %), sans parler des pays de démocratie occidentale tels que Israël (71 %), la Belgique et les Etats-Unis (92 %)<sup>17</sup>. Il est vrai que si la comptabilité d'Amnesty international comprenait des droits de l'homme tels que manger à sa faim, s'instruire et recevoir des soins, même les Etats-Unis verraient leur « score » sérieusement entamé. On voit là toute l'ambiguïté de la notion de « droits de l'homme », limitée en fait aux droits de la personne face au pouvoir. Et là, il n'est pas douteux que le citoyen soviétique est l'un des plus démunis. Même si, aujourd'hui, le pouvoir absolu du parti en URSS maîtrise de moins en moins la vie économique, la mobilité des travailleurs, la vie intellectuelle. Or, c'est ici que le discours occidental sur le « goulag » est le plus inopérant pour saisir l'évolution du monde soviétique. L'économie parallèle, la liberté de déplacement et les mouvements de populations incontrôlés, le règne de la combine, une certaine anarchie des relations sociales (sans parler des ravages de l'alcoolisme) font de la société soviétique un univers finalement moins bien « contrôlé » socialement que ne le sont, par exemple, les deux Allemagnes. Ce n'est pas la démocratie, mais on ne peut négliger pour autant le développement de l'esprit critique, y compris dans la presse. Même la vie culturelle est plus libre, plus diversifiée qu'elle ne l'a jamais été. Ce ne sont plus du tout les règles du soi-disant « réalisme socialiste » qui en déterminent le mouvement. Le désespoir de certains créateurs est moins le fruit d'un resserrement de la censure (qui « use » les gens plus qu'elle ne les casse brutalement) que l'expression de l'abîme qui se creuse entre le « chablon » (langue de bois) et la conscience sociale, et a fortiori la sensibilité de l'artiste. Mais inutile de faire entrer tout ça dans une catégorie bien occidentale d'« opposition ». L'URSS n'est pas la Pologne et ce qui s'y passe ne peut être classé dans les petites cases de notre habituelle comptabilité.

## Les martiens sont arrivés

Difficile en effet de situer dans l'équation simpliste « pouvoir-dissidence » des changements de société, une évolution mentale, du patriotisme et du « no future », de l'apolitisme et une nouvelle culture « rock » parmi les

jeunes — qui, pourtant, mériteraient autant d'attention que les mystères du Kremlin.

Mais allez donc expliquer ce trop subtil « effeuillage » à nos bûcherons de choc de l'antisoviétisme !

« Antisoviétisme » n'est d'ailleurs plus le mot qui convient, vu qu'il désigne encore une sorte de pensée politique, de chose plus ou moins raisonnée. Nous n'en sommes plus là. Lorsque madame Marie-France Garraud dit des Russes, dans une émission télévisée de la RTBF, qu'ils sont « *des martiens* » et ajoute « *Eux, c'est la mort, nous c'est la vie* », on comprend enfin de quoi il en retourne : les Soviétiques sont des extra-terrestres. En somme : un monde inintelligible, tout de maléfices et de sortilèges. Le temps est venu des arts divinatoires et des chasseurs de sorcières.

Qu'il faille, à ce stade, crier « *holà* » risque de faire très vieux jeu. Faire appel à l'intelligence, quel triste programme, désuet, « *chiant* » pour tout dire, à l'heure où il ne faut se refuser aucune des « *chouettes* » sensations du journalisme « *branché* » ! Ainsi, la vieille fonction mythologique du débat occidental sur l'URSS (« *lendemain qui chante* » et « *empire du mal* ») trouve-t-elle à se renouveler à travers le chic et le choc de la « *pensée-clip* ».

Pour le chercheur, le journaliste, le militant attardés, il reste évidemment quelques sujets de morosité. L'hypocrisie des indignations sélectives, par exemple, dont on a beau vouloir se dépêtrer, mais rien n'y fait : les « *droits de l'homme* » ne mobilisent vraiment tous les médias et tout l'éventail politique que lorsqu'ils sont violés à l'Est. Aux Turcs, aux — comment s'appellent encore les habitants de Timor ?... Les articlets de bas de page, les pétitions maigrichonnes, et sûrement pas de galas de solidarité à la salle Arlequin. Aux syndicalistes latino-américains, les conseils d'apolitisme du pape de Solidarosc. Mme Jane Kirpatrick nous a expliqué le mode d'emploi : il y a les régimes communistes *totalitaires* et il y a les dictatures (elle n'a pas dit le mot, mais l'intention y était) de droite qui sont seulement *autoritaires*. Exemple : il n'est pas un événement de la vie de Walesa qui ne soit finement observé par nos médias et télévisions, voilà pour la Pologne « *totalitaire* ». Des dizaines de morts début 1984 à peine mentionnés et sans images, Hassan II ayant bouclé les frontières : voilà pour le Maroc seulement « *autoritaire* ».

Mais trêve d'acrimonie : ne serais-je pas en train d'avouer ici une illusion tenace, celle que les médias pourraient se tenir hors de la mêlée, en spectateurs objectifs de la guerre psychologique :

comme s'ils n'en étaient pas *partie prenante* ? Plus sérieusement, il faudrait tenter de répondre aux questions : comment s'organise, autour des pays de l'Est par exemple, un certain « *ordre mondial* » de l'information ? Où sont les sources ? Qui vérifie ? Comment sont sélectionnés les « *dissidents* » qui ont accès à la chaîne de Springer, pourquoi certains ont-ils le look et d'autres pas ?

Peut-être, enfin, pourra-t-on espérer de la gauche une critique radicale, sereine, pénétrante de l'expérience soviétique et des défaits du socialisme ? Là encore, c'est plutôt mal parti. C'est vrai qu'après tout, et malgré tous ses égarements, la gauche toujours en accusation (est-ce qu'on demande à M. Gol des comptes sur le « *libéralisme* » argentin ou chilien ?), et plus que d'autres portée à l'autocritique, n'a de leçon à recevoir de personne. Sur les rapports mouvementés des gauches avec le phénomène soviétique, il y a un ouvrage passionnant écrit sous la direction de Lily Marcou<sup>18</sup>. Mais ce n'est pas là matière dont on fait un best-seller. Le genre littéraire qui marche, c'est le confessionnal où se bousculent staliniens tardivement repentis, exclus du PCF, ex-mao-gauche-contestataires, donnant le spectacle de leurs myopies passées et des troubles de leur désillusion présente. Pas tellement changés à vrai dire, toujours aussi manichéens. De leurs croyances simplettes d'autrefois, il vous font un « *marxisme* » et un « *tiers mondisme* » à vous donner le frisson. Ils ajoutent bien entendu que ce sont là les « *idéologies dominantes* », et le tour est joué. Les voilà en Zorros de la scène intellectuelle parisienne, éclaireurs opportuns de la nouvelle droite toute ravie de ne pas devoir, toute seule, discréditer les idées vraiment subversives et les combats vraiment efficaces qui se mènent au nom du « *marxisme* », du « *tiers mondisme* » ou de « *Solidarité* »...

La belle escroquerie que voilà, qui fait commerce de la tragédie et du désenchantement, des nostalgies et du cynisme de cette fin de siècle !

Paradoxe : c'est à l'un des principaux idéologues de la première guerre froide, l'auteur en 1947 de la politique de « *l'endiguement* » de l'expansionnisme soviétique, Georges Kennan, que l'on doit une des rares manifestations de résistance intellectuelle ouverte aux « *simplifications abusives* » et aux « *déformations si profondément ancrées dans l'esprit du public...* » à propos des relations avec l'URSS.

« La société soviétique, tout comme la nôtre, est faite d'êtres humains. Et parce que c'est une société humaine, elle est complexe. Elle n'est pas, comme beaucoup de ces simplifications

abusives voudraient nous le faire croire, un phénomène statique et immuable. Elle évolue elle aussi, et le sens de cette évolution dépend dans une certaine mesure de la façon dont nous l'abordons.

« Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de démontrer notre propre vertu en montant en épingle les vices soviétiques : c'est d'un effort sérieux pour étudier cette société dans toute sa complexité, afin de porter des jugements réalistes sur la nature et la dimension du problème qu'elle nous pose<sup>19</sup>. »

L'ouvrage de Georges Kennan, étant donné l'auteur et l'originalité du propos, réunissait toutes les qualités « *sensationnelles* » pour une promotion de choc dans les médias... Curieusement, il n'en a rien été. Allez donc savoir pourquoi !

18. Lily Marcou, *l'URSS vue de gauche*, PUF 1982.

19. G. Kennan, *le Mirage nucléaire. Les relations américano-soviétiques à l'âge de l'atome*, éd. La Découverte, 1984.

## Voyage au sein du grand patronat mitterrandiste

Michel MOREL

Jérôme Seydoux, P-DG des Chargeurs SA, l'un des plus gros groupes industriels français, déclarait en mai 1974 à l'hebdomadaire *le Point*, propriété de son frère Nicolas Seydoux : « *Je ne crois pas que l'intérêt des patrons soit forcément de voter pour Giscard d'Estaing.* » Seule la gauche, expliquait-il, est capable d'établir le consensus social nécessaire à la modernisation de la société française<sup>1</sup>. L'analyse et la personnalité de l'auteur avaient de quoi faire dresser l'oreille. Les Seydoux n'ont rien d'hurluberlus quelque peu folichons, ils ne sont pas ces fils de bonne famille en mal de nourriture idéologique... Ils appartiennent à l'une des branches les plus solides de la grande bourgeoisie française. Cette prise de position signifiait bien qu'une fraction, minoritaire mais significative de la classe dominante, avait fait le choix de soutenir, et cela bien avant mai 1981, la solution Mitterrand.

Quelles forces représente cette fraction-là ? Quelles alliances entretient-elle avec les autres composantes de la classe dominante, nationale et internationale ? Quels relais d'influence trouve-t-elle jusqu'au sein d'organisations du mouvement ouvrier ?

Autant de questions auxquelles cet article tente de répondre. Le lecteur n'y trouvera nulle révélation. Simplement la mise en évidence de certaines connections restées à l'abri des investigations journalistiques depuis la signature du Programme commun en 1972. Il faut rendre justice à François Mitterrand : cet expert habile dans l'art de tromper, ce funambule du double langage n'a jamais fait mystère de ses accointances avec un secteur moderniste et éclairé de la grande bourgeoisie française. Emportée par la perspective de l'union de la gauche, l'opinion militante ouvrière n'y a guère pris garde. Raison de plus pour pousser une recherche qui contribue à mieux comprendre la politique menée par les gouvernements de gauche depuis 1981 et les projets actuels du président de la République.

### Les Schlumberger-Seydoux

Prenons d'abord une précaution, sous forme d'avertissement au lecteur, avant d'entamer la description du paysage. L'analyse des forces, possessions, moyens et influences de la grande bourgeoisie, en cette fin de vingtième siècle, ressemble souvent plus à une enquête policière qu'à l'exposé d'un état des lieux rationnel. La multiplication des holdings anonymes, des sociétés de portefeuille, des filiales et sous-filiales, des ensembles industriels et financiers complexes voile en fin de compte

le pouvoir des grandes familles. De là est né d'ailleurs le mythe de la disparition progressive de la propriété du même nom : familiale. Un capitalisme des technocrates lui aurait succédé. Le capital reste en fait, pour l'essentiel, le royaume de la propriété privée. Les familles qui le possèdent le conservent, tant que faire se peut. Leur pouvoir est à sa mesure. Même si son exercice est souvent des plus discret. Un certain nombre d'auteurs se sont penchés sur ce problème<sup>2</sup>. Nous y renvoyons le lecteur. Citons seulement une conclusion qui nous paraît fondée sur les analyses les plus solides, celle de l'économiste Jean-Marie Chevalier dans son livre *L'économie industrielle en question* : « *Aux Etats-Unis comme en France, et il faudrait de nouvelles études pour le confirmer dans d'autres pays, l'appareil de production est étroitement contrôlé par une minorité de "Corporate rich" (leur fortune, leur sécurité, leurs privilèges, leurs avantages et leur pouvoir dépendent directement ou indirectement des grandes sociétés...) qui constituent l'oligarchie industrielle et financière. Leur fortune est directement issue du fonctionnement de l'appareil de production, leur pouvoir émane de leur fortune ; l'un et l'autre ont été la plupart du temps reçus en héritage.* »

C'est en gardant constamment cette réalité en tête qu'il est possible de mettre à jour les liens que tisse et entretient l'oligarchie industrielle et financière avec le monde de la politique.

Cette mise au point faite, détaillons un peu le profil des membres de la grande bourgeoisie qui ont ouvertement pris le parti de François Mitterrand. Les Seydoux, cités au début de cet article, ont déjà un profil particulier. Leur internationalisation industrielle et financière réussie — Schlumberger est une multinationale florissante — les rend quelque peu distants, si ce n'est méprisants, vis-à-vis du CNPF, représentant « officiel » du patronat français. « *J'ai été deux fois dans ma vie au CNPF, avenue Pierre 1<sup>er</sup> de Serbie* », explique Jérôme Seydoux, interviewé dans le livre de Denis Pingaud et Jean Gabriel Freydet, *les Patrons face à la gauche*<sup>3</sup>. Il poursuit : « *La première fois, j'ai eu une impression vraiment épouvantable. Cette entrée tellement protégée, ces caméras de télévision... qui font penser à un roman d'espionnage... je me souviens que le sujet de la réunion pour laquelle je m'étais dérangé avait dévié. Quelqu'un expliquait qu'il fallait préparer les cadres des entreprises à lutter contre la menace communiste. Je me suis levé et je suis parti. Je n'ai fait aucun scandale, mais je ne suis pas revenu. C'était il y a très longtemps. J'y suis retourné une seconde fois pour une réunion sur le commerce extérieur. Les participants ont vite prouvé qu'ils ne comprenaient rien à ce qu'il convenait de faire dans la*



réalité. Je suis également parti. Et je suis bien décidé à ne pas y retourner. »

Jérôme Seydoux, P-DG des Chargeurs SA, et Nicolas Seydoux, qui préside aux destinées de Gaumont de de l'hebdomadaire *le Point*, sont les deux plus connus des petits-fils Schlumberger. « Il faut le rappeler, note le journaliste Roger Priouret dans son livre *la France et le management, qu'avec les Dollfuss, les Schlumberger sont l'une des plus anciennes familles industrielles de la France. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ils avaient une position très importante dans l'industrie cotonnière.* »

Le temps passe, l'industrie s'est transformée, la puissance familiale reste. Les Schlumberger se sont reconvertis dans la recherche pétrolière ; ils se tournent aujourd'hui, entre autres, vers l'électronique. Le trust qui porte leur nom, Schlumberger, est l'un des premiers groupes industriels mondiaux. Il est classé seizième des vingt premières entreprises dans le monde selon les bénéficiaires, cent vingtième des cinq cents premiers groupes mondiaux selon le chiffre d'affaires (classement du *Nouvel économiste*, numéro spécial de décembre 1984). Implanté dans quatre-vingt pays environ, le trust Schlumberger emploie environ cent mille personnes. Bref, une belle machine à faire du profit ! La fortune des Schlumberger, placée aux USA, est évaluée à 8 milliards de dollars (entre 72 et 80 milliards de francs, selon le cours du billet vert). 10 % du budget de la France, notent Jack Dion et Pierre Ivora dans leur livre *Sur la piste des grandes fortunes*.

Un trust, une famille, ce sont aussi des alliances financières et familiales. La classe dirigeante française pratique de façon assidue l'endogamie (par opposition à l'exogamie. L'endogamie désigne, dans la tribu primitive, l'obligation d'un individu d'en épouser un autre appartenant au même groupe que lui). Le P-DG Claude de Marcilly, dans son livre *Un P-DG pour quoi faire ?*, parle « d'une politique médiévale de mariage » de la bourgeoisie française à propos des stratégies de fusions et absorptions industrielles qui mènent à l'entreprise, au groupe pluri-familial d'aujourd'hui<sup>4</sup>.

Dans la famille Schlumberger, les alliances se font — ou plutôt se sont faites — au sein de la grande bourgeoisie protestante. On retrouve la famille Peugeot (nous y reviendrons), la famille Mallet (dont le nom s'affiche au fronton de la banque Neuflyze-Schlumberger-Mallet, qui gère quelques-unes des plus grosses fortunes en titre du pays). Pour l'anecdote, citons encore l'alliance des Schlumberger avec les Guizot, famille dont un ancêtre célèbre, ministre de Louis-Philippe, lança le fameux mot d'ordre « Enrichissez-vous ! »

Les alliances financières de la famille Schlumberger ont eu le temps de se tresser... bien avant que la gauche n'arrive au pouvoir avec sa bénédiction. Relevons pour l'exemple trois d'entre elles<sup>5</sup>. La première avec Paribas, l'un des deux ensembles financiers et industriels français essentiels avec Suez. La seconde avec BSN-Gervais-Danone, première entreprise agro-alimentaire du pays. La troisième avec Rhône-Poulenc-Pricel. Une précision sur ce groupe : nationalisé suite au 10 mai 1981. Rhône-Poulenc dépendait d'une des plus grandes familles de la bourgeoisie lyonnaise, les Gillet, par le biais du Holding Pricel. Jérôme Seydoux était P-DG de Pricel, tandis que Renaud Gillet présidait aux destinées de Rhône-Poulenc, avant sa nationalisation (il demeure P-DG honoraire !). Jérôme Seydoux et Renaud Gillet dirigent aujourd'hui ensemble la société des Chargeurs SA (qui détient entre autre UTA, le concurrent d'Air-France), issue de la fusion des Chargeurs réunis et de Pricel<sup>6</sup>.

Arrêtons l'énumération et signalons simplement que les Chargeurs SA, BSN, Rhône-Poulenc figurent dans la liste des trente-sept très grands groupes industriels en France établie par l'INSEE. Le classement est discutable, mais donne tout de même une échelle de valeur. Schlumberger ne figure pas dans la liste en question, pour deux simples raisons : que son siège est situé aux Antilles hollandaises, ses deux pieds principaux sont à Paris et à New-York. Schlumberger, BSN, les Chargeurs, Rhône-Poulenc, Pricel... sur le plan national et international, tout cela est donc du très gros. C'est même parmi ce qui peut se faire de plus gros...

## Antoine et Jean, les frères Riboud

Le P-DG de Schlumberger, l'homme de confiance de la famille du même nom est Jean Riboud, un patron « de gauche »<sup>7</sup>. « Vous appartenez au CNPF ? », lui demandait-on dans un interview aux *Dernières Nouvelles d'Alsace* du 19 mars 1983. « Non », répondait-il. « Pourquoi ? » (notez l'ingénuité du « pourquoi ? »), « Pourquoi non ? », insistait le journaliste du quotidien alsacien. « Je n'ai guère de temps libre... », répond Jean Riboud ! « Vous respectez les trente-neuf heures ? ». « Oh là là, répond le P-DG de Schlumberger, ... sans problème... moi j'en fais le moins possible. Trois heures de travail effectif par jour c'est déjà beaucoup, non ? Je dis bien effectif... » Jean Riboud concluait enfin, répondant à la question, « Pensez-vous que la politique économique de la gauche peut réussir ? » par cette habile distinction : « Si vous me demandez si je souhaite qu'elle réussisse, c'est sûr ».

Au moment de l'interview résumée ci-dessus, le P-DG de Schlumberger était cité comme successeur éventuel de Pierre Mauroy. Jean Riboud est notamment connu comme familial et même conseiller écouté de François Mitterrand, depuis des années, voire des dizaines d'années<sup>8</sup>... Ses options politiques ne dépendent donc pas dans l'alliance avec la famille Schlumberger-Seydoux, dont il gère les richesses au quotidien.

Comme Jérôme Seydoux, Jean Riboud s'est fait l'artisan de l'alternance à gauche, sous la conduite de François Mitterrand. Le tout bien sûr dans l'intérêt bien compris de la grande bourgeoisie « moderniste », aux horizons plus larges que les frontières de la France (voir

USA

GABON

AIN

IRAQ

Handwritten: 10/21/80

EGYPTE

Handwritten: 490  
502  
7

FOR SCHLUMBERGER  
OFFSHORE SERVICES LT

CANADA

Handwritten: 81k

Handwritten: HKA-578

SINGAPORE

UZO SCHLUMBERGER  
INLAND SERVICES

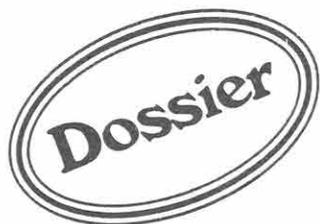
GLASGOW DOCK

AUS

518

BR38

AUSTRIA



notre encart)

Antoine Riboud, le frère de Jean, P-DG de BSN Gervais-Danone, est également un personnage dans le patronat français. Il a pris en main en 1941 la petite entreprise lyonnaise de fabrication de verre d'emballage appartenant à la famille de sa mère. BSN-Gervais-Danone est aujourd'hui classée dans les vingt premières entreprises françaises selon le chiffre d'affaires, troisième groupe privé de la tête du classement avec Peugeot et Michelin<sup>9</sup> (nous reviendrons d'ailleurs sur ce trio, privé...) La stratégie industrielle du P-DG de BSN, transformant un trust produisant au départ du verre d'emballage en un des tout premiers groupes mondiaux de l'industrie agro-alimentaire, est citée en référence dans les milieux patronaux et financiers.

Comme son frère Jean ou les rejetons de la famille Schlumberger, Jérôme et Nicolas, Antoine Riboud reste à l'écart du CNPF. Il est depuis longtemps, selon Jean Gabriel Fredet et Denis Pingaud, « le poil à gratter des organisations patronales. Toujours rétif à militer au CNPF qui "mélange", selon lui, grandes, moyennes et petites entreprises. Il fut le premier, néanmoins, à défendre devant ses pairs – c'était aux assises du patronat à Marseille en 1974 – l'idée d'une plus grande expression des salariés dans l'entreprise ». « Il n'y a pas de démocratie sans alternance », déclare Antoine Riboud au lendemain du 10 mai 1981, dans l'interview accordée aux auteurs du livre déjà cité, *les Patrons face à la gauche, « et l'alternance n'existe que dans la mesure où elle crée vraiment du changement, dans la mesure aussi où elle introduit des risques de déséquilibre. »*

Aux journalistes du *Nouvel Observateur* qui lui demandent en avril 1984 : « Dans le domaine industriel croyez-vous que la gauche est sur la bonne voie ? », il répond : « Oui, et c'est une voie courageuse (...) tout le monde a compris maintenant que la concurrence est mondiale (...) Le président de la République lui-même a réhabilité l'entreprise (...) Le gouvernement a su changer les règles du jeu dans l'entreprise (...) en brisant le carcan social, les lois Auroux favoriseront, j'en suis sûr, le développement économique »<sup>10</sup>.

Le « droit d'expression », les lois Auroux n'empêchent en rien le nombre de salariés employés par le groupe BSN d'être passé de 68 000 en 1972 à 35 000 en 1984. A mesure que le chiffre d'affaires et les profits du groupe se sont accrus, le nombre de postes de travail a diminué : bel exemple, sans doute, de politique de modernisation industrielle, pour François Mitterrand !

Cette rapide description de la puissance industrielle et financière de l'alliance Schlumberger-Seydoux, Ri-

boud donne une idée, déjà, de ce que représente la fraction de la classe dominante qui soutenait depuis des années la solution François Mitterrand, ou tout au moins, n'avait aucune hostilité particulière à son égard. Fortement internationalisée, appuyée sur des familles dont la propriété industrielle est séculaire, pour le moins distante à l'égard de l'organisation du patronat français ordinaire (le CNPF), éclairée et monderniste, elle a choisi l'alliance avec l'état-major du PS. Son objectif : une politique économique et sociale conforme aux intérêts de la grande bourgeoisie, qui évite les ruptures ou explosions sociales au cours de son application.

## Les clés de Paribas

Les alliances industrielles et familiales servent de levier pour influencer sur (ou diriger) des groupes plus étendus. On peut dire qu'avant mai 1981 le clan Schlumberger-Seydoux, Riboud détenait en partie les clés de Paribas qui structure (avec Suez), une bonne part du tissu industriel français. Dans son livre, *Ces banquiers qui nous gouvernent*, Jean Beaumier<sup>11</sup>, chroniqueur financier

## Le socialisme de Jean Riboud

Pourquoi un grand industriel peut-il soutenir François Mitterrand ? Le livre de Ken Auletta, éditorialiste du *New-York-Daily News*, *Une réussite sans frontière*, consacré au P-DG de Schlumberger, l'explique. Nous en citons quelques passages.

Riboud déclara un jour que tant que le Parti communiste était le parti fort de la gauche, la droite resterait au pouvoir pour un siècle. Son enthousiasme pour l'actuel président vient en partie de ce que le chef de l'Etat a su dominer politiquement le Parti communiste et convaincre les électeurs, par ses positions antisoviétiques, que les socialistes n'étaient pas les agents de Moscou. Selon Riboud, les nationalisations ont été le prix qu'il fallait payer, comme un sacrifice mythologique, pour pacifier et enlever ses arguments au Parti communiste.

Dans les longs rapports qu'il rédige pour François Mitterrand, Riboud a proposé une troisième voie entre une économie totalement sous le contrôle de l'Etat et les programmes d'austérité préconisés par Ronald Reagan et Margaret Thatcher.

En mars 1983, quand le ministre des Finances, Jacques Delors défendit avec succès son plan économique prévoyant de défendre le franc et de rétablir l'équilibre du commerce extérieur par une politique d'austérité, Riboud était partisan d'une autre politique. Il souhaitait d'autres moyens, l'adoption de mesures protectionnistes temporaires, une politique de croissance industrielle pour maintenir l'emploi, des crédits à faible taux d'intérêts en échange de concessions salariales de la part des syndicats et de concessions sur les prix par les industries.

Riboud est partisan d'une politique industrielle planifiée et financée par l'Etat, celui-ci approuvant la stratégie et accordant les prêts moyennant un engagement de la part des entreprises, d'investissement et de développement de la recherche. Une telle politique rejoint en plusieurs points les idées de son ami Félix Rohatyn\* qui appelle de ses vœux la création d'un grand établissement financier d'Etat pour la restructuration industrielle proche du modèle rooseveltien.

\* P-DG de la banque Lazard-frères US, dont nous parlons plus loin, *Paris New-York, Lazard par hasard...*

au *Nouvel Observateur*, définit la personnalité de Jacques de Fouchier, P-DG de Paribas entre 1970 et 1980 : « Il n'est pas seulement un gestionnaire de talent. Il sait aussi s'entourer. Il marche la main dans la main, avec ses trois puissants amis : Jean Riboud le P-DG du groupe Schlumberger, numéro un mondial de la recherche pétrolière, son frère Antoine Riboud, président de BSN-Gervais-Danone et Renaud Gillet, alors président de Rhône-Poulenc, numéro un de la chimie française » (à l'époque, rappelons-le, Jérôme Seydoux est P-DG de Pricel, le holding de la famille Gillet qui contrôle Rhône-Poulenc).

Lors de la nationalisation de Paribas, l'affaire Moussa qui fit si grand bruit démontra, par son dénouement, le poids de ceux que nous venons de citer. P-DG de Paribas depuis le départ de Jacques de Fouchier, Pierre Moussa avait organisé la fuite d'une partie du patrimoine et des titres du groupe bancaire vers des sociétés étrangères (Pargesa, en Suisse, notamment). Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, fustigea au Parlement la conduite de Moussa, qui venait de démissionner. « Si celui-ci est directement mis en cause par le ministre de l'Économie, explique Jean Beaumier, dans le livre ci-dessus, ce n'est pas ce dernier qui l'a contraint à la démission. Car il n'en a pas les moyens juridiques. C'est à l'intérieur du conseil d'administration de Paribas que cette affaire s'est jouée au cours des jours précédents. En effet, l'un des administrateurs de Paribas, Jean Riboud, par ailleurs ami proche de François Mitterrand, (...) a des informations concernant les cessions de titres (impulsées par Moussa. NDLR) (...) Il y est absolument opposé et considère que ces opérations sont répréhensibles. D'abord parce qu'elles contreviennent aux engagements pris à l'égard des pouvoirs publics, ensuite parce qu'elles ont été effectuées à l'insu du conseil d'administration et du conseil de direction de Paribas, même si quelques membres de l'état-major ont été mis au courant, de façon confidentielle, par Pierre Moussa. Jean Riboud a obtenu à ce sujet, des éclaircissements fort précis de Jacques Attali. Ce proche conseiller de François Mitterrand l'a incité à agir pour évincer Pierre Moussa de son poste. Jean Riboud gagne à son point de vue son frère Antoine (...) Surtout, il écrit une lettre en expliquant sa position à son ami Jacques de Fouchier, ancien président et président d'honneur de Paribas. (...) A la veille de la réunion du conseil d'administration du mercredi 21 octobre, Pierre Moussa savait qu'il avait perdu l'appui de Jacques de Fouchier, de Jean Riboud et de son frère Antoine. Il ne pouvait pas compter sur l'appui des autres administrateurs du groupe : Ambroise Roux, numéro un de la CGE, René Granier de Lilliac, président de la compagnie française des pétroles, Jean Gandois président de Rhône-Poulenc, etc. Il n'avait plus qu'à s'en aller. »

Remarquons au passage la démonstration sans faille du pouvoir des grandes familles possédantes dans un groupe bancaire, habituellement classé dans la catégorie de ceux que personne — à part les technocrates — ne détient ou ne dirige réellement. Il suffit donc que les Schlumberger, Riboud lèvent le doigt !

Signalons une réalité « de taille » évoquée par Bertrand Belon dans son livre, *le Pouvoir financier et l'industrie en France* : « A l'assemblée générale de Paribas de 1978, alors qu'aucun actionnaire ne détient officiellement plus de 5 % des actions du groupe, 94 % des voix étaient détenues par les Chargeurs réunis et l'UAP (assurances nationalisées). Les Chargeurs, nous retombons sur le groupe que préside aujourd'hui Jérôme Seydoux et

dont Antoine Riboud, Renaud Gillet... sont administrateurs.

Comme l'expliquent à l'unisson les frères Riboud, « La communication est décisive dans le fonctionnement d'une entreprise ». De l'entreprise à la société dans son ensemble, il n'y avait qu'un pas à faire. Autant le franchir.

## Les affaires, la communication et la fondation Saint-Simon

Essayons de faire court, sans rien oublier. Nicolas Seydoux — le frère de Jérôme P-DG des Chargeurs — est à la tête de Gaumont (films et autres...) et de l'hebdomadaire *le Point*. *Libération*, *le Matin*<sup>12</sup>, *le Nouvel Observateur*, *l'Expansion*, *le Provençal* (groupe de presse de Gaston Defferre) qui possèdent tous les quatre leur (ou leurs) Schlumberger-Seydoux et Riboud, parmi les actionnaires. Jean Riboud siège au conseil d'administration de RTL (les principaux actionnaires de la radio privée sont le groupe Schlumberger et le groupe financier belge Bruxelles-Lambert lié à Paribas). La chose, enfin, n'est pas mineure : Les Riboud figurent parmi les membres fondateurs de la fondation Saint-Simon. La fondation en question vaut qu'on s'y arrête un moment. Elle résume par ses buts et sa composition sociale l'idéologie et les propositions que contribuent à diffuser les médias cités plus haut. On y retrouve d'ailleurs le directeur de *Libération*, Serge July, Jean Boissonnat, éditorialiste bien connu de *l'Expansion*, Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur* et Franz-Olivier Gisbert, chef du service politique dudit hebdomadaire, Michèle Cotta, présidente de la haute autorité qui tranche les conflits afférents à l'objectivité des chaînes de télévision nationales, Jacques Rigaud, P-DG de RTL... bref, passons...

L'objectif de la fondation est de « développer l'analyse du monde contemporain et de favoriser la rencontre entre les chercheurs en sciences sociales et les acteurs de la vie économique et sociale ». Outre les Riboud, ce noble objectif rassemble un beau monde patronal. Roger Fauroux, P-DG de Saint-Gobain, Serge Kampf, P-DG de Cap Gemini Sogeti, première société de services informatiques en Europe (groupe de Wendel), Gérard Worms, ex-directeur de Hachette et directeur général de Rhône-Poulenc nationalisé ; également des responsables syndicaux comme Jean Kaspar, le numéro deux de la CFDT, Yves Lichtenberger (CFDT), Jacques Julliard, ex-membre du bureau national CFDT et collaborateur du *Nouvel Observateur*, Pierre Rosanvallon, ex-permanent (économiste) de la CFDT et membre du comité de rédaction de la revue *Faire*<sup>13</sup>. Passons du syndical au politique : on retrouve aussi Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, ancien directeur du cabinet de Pierre Mauroy, et son collègue Jean Peylevade, ex-directeur adjoint du cabinet du même Premier ministre, président d'Indosuez... Et deux anciens membres du cabinet de Raymond Barre, quand ce dernier était à Matignon : Albert Costa de Beauregard et Jean-Claude Casanova.

Une fondation, club de réflexion idéologique, des actions et des capitaux investis dans un nombre respectable de médias : les hommes du président prennent leur tâche au sérieux et se sont donné, depuis longtemps, les moyens de diffuser largement les idées force de leur projet économique, politique et social. Certes, ce ne sont



ni les Riboud, ni les Schlumberger-Seydoux qui rédigent les « papiers » des journaux concernés ou les commentaires du matin des stations de radio dans lesquelles ils ont investi. Mais croire que les médias en question gardent une indépendance complète par rapport à ceux qui les financent en tout ou partie serait évidemment d'une naïveté remarquable.

Jean-Paul Cruse, journaliste à *Libération*, expliquait récemment dans une interview, évoquant la fondation Saint-Simon : « *A Libération, on nous a dit que tout cela n'avait rien de politique et, pour illustrer ce fait, on nous a donné quelques exemples de thèmes de recherche de la fondation actuellement : le corporatisme, la problématique du pacifisme et du neutralisme en Allemagne fédérale, et quelque chose sur les origines intellectuelles du terrorisme en Europe... Tout cela n'a rien de politique !* » (...) « *La fondation, c'est une espèce de brain-trust, poursuit Jean-Paul Cruse, destiné à plancher sur les questions stratégiques et politiques. L'objet, disaient ils au départ, est de définir ce qu'est le socialisme (July disait encore récemment : il faut créer avec des entrepreneurs innovants et des cadres performants un socialisme créatif). Maintenant on assiste à une dérive plus droitière : il faut en finir avec le mot même de socialisme. Il faut redéfinir ce qu'est la gauche, c'est-à-dire une gauche qui ne serait pas socialiste... la référence qui devient de plus en plus forte, c'est ce qu'ils appellent la modernité (...)* ». Concluant enfin sur le profil des actionnaires de *Libération*, Jean-Paul Cruse remarque : « *Quand on a vu la liste, on s'est aperçu que, parmi ces hommes d'affaires, sympathisants, proches de nous, il y avait quand même, pour certains d'entre eux, le gratin du capitalisme multinational français. Pas tous, mais certains* <sup>14</sup> ». Hé oui !

« *Jean Riboud rencontre beaucoup de monde en ce moment* », raconte une journaliste de la *Vie française*, dans le numéro du 18 mars 1984 de cet hebdomadaire. De quoi est-il question ? Le titre de l'article nous le précise : « *A la conquête des télés privées* ». Jean Riboud démarque, en tant qu'actionnaire de RTL, pour constituer un ensemble qui regrouperait Bruxelles-Lambert, Havas, Hachette et Schlumberger. Le pôle concurrent, en voie de constitution, regrouperait Europe 1 et Publicis. Duo cocasse, car Gaumont, propriété de Nicolas Seydoux, est l'un des actionnaires principaux de Publicis, on retrouve donc les mêmes, Schlumberger-Seydoux et Riboud, dans chacun des pôles en voie de constitution pour la conquête des télés privées. Cela s'appelle couvrir le terrain.

Dernier détail : Maurice Levy, vice-président de Publicis, Yves Sabouret, directeur général adjoint d'Eu-

rope 1, comme Jacques Rigaut P-DG de RTL, sont membres de la fondation Saint-Simon.

Les chassés-croisés Elysée-Matignon de l'été 1985 concernant la création des chaînes privées de télévision ont eu — pour le moment — un résultat différent de l'hypothèse évoquée ci-dessus. RTL avec Télé-Monte-Carlo, Publicis et Europe 1 s'associeraient certes, pour mettre sur pied une chaîne d'intérêt général pour les premiers, musicale pour les seconds. L'éventualité d'une entrée de Schlumberger dans le capital de Canal Plus évoquée en juillet dans plusieurs journaux <sup>15</sup> a, par contre, fait long feu. Elle était conditionnée par le passage en clair d'une bonne part des émissions de cette chaîne qui nécessite aujourd'hui un décodeur pour être captée. André Rousselet, P-DG d'Havas, dirigeant de Canal Plus et vieux compagnon de route, lui aussi, de François Mitterrand, partisan du maintien de Canal Plus dans son statut actuel, l'a emporté auprès des pouvoirs publics, face à la solution que proposait le groupe dirigé par Jean Riboud.

## Paris New-York

Exemple d'une internationalisation florissante du capital, Schlumberger-Seydoux, Riboud ont noué évidemment des liens avec d'autres ensembles financiers, industriels et bancaires, internationaux. Suivons le fil de ces relations à partir d'un personnage, Félix Rohatyn. Ce monsieur a été nommé administrateur de Pêchiney après la nationalisation de ce groupe, par Matignon et l'Elysée et au titre de « personnalité qualifiée », tout comme Jérôme Seydoux d'ailleurs <sup>16</sup>. Qui est ce Félix Rohatyn ? Un intime de Jean Riboud, un personnage influent de Wall Street, un banquier « de gauche », animateur du Parti démocrate aux Etats-Unis.

Essayons d'y voir plus clair : « *Fabius chez Rohatyn* », notait la *Vie française* du 20 janvier 1984 : « *Le Council on foreign relations* <sup>17</sup> recevra Laurent Fabius, invité de Félix Rohatyn, de chez Lazard, qui est de son propre aveu, partisan du socialisme d'Etat. » Qu'est-ce que Lazard ? En raccourci, c'est plus fort et plus discret que Rothschild. Félix Rohatyn préside aux destinées de la banque Lazard-frères US, le groupe bancaire en question étant enraciné en France, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis <sup>18</sup>.

Rohatyn « *est un des principaux artisans des grandes fusions* » industrielles qui ont eu lieu au cours des dernières années dans ce pays <sup>19</sup>. « *Il a conquis la célébrité*, note Jean Beaumier dans le livre cité prudemment, *en renflouant les finances de la ville de New-York qui était au bord de la faillite. Il a été le consultant financier de tout le gratin de la grande industrie (...)* Ami d'Harold Geneen qui fut pendant de nombreuses années le président d'International Telephone and Telegraph (ITT, NDLR), il a contribué à transformer ce groupe en un conglomérat tentaculaire. » Félix Rohatyn « *se situe exactement à la charnière du monde politique et du monde des affaires*, poursuit Jean Beaumier, *par les conseils qu'il donne aux dirigeants des plus grosses firmes aux Etats-Unis ou ailleurs, par les consultations qu'il offre aux hommes politiques placés aux leviers de commandes, il joue un rôle d'éminence grise...* »

Commentant en novembre 1984 la politique économique de Reagan, Félix Rohatyn, banquier « de gauche », concluait : « *Prendre aux pauvres pour donner aux gens aisés n'est pas longtemps tolérable en démocratie.*

## Siegmund Warburg peint par Attali

Jacques Attali, conseiller privilégié de François Mitterrand, consacre son dernier livre, *Un homme d'influence*, à la dynastie bancaire des Warburg, et en particulier à son dernier représentant, Siegmund Warburg (1902-1982).

L'auteur est visiblement au fait des préoccupations des sommités de l'oligarchie financière, et ne masque pas son admiration pour l'un de ses meilleurs prototypes. Il confirme au passage la familiarité avec laquelle certains grands capitalistes traitent ceux qui nous gouvernent, ou leur proches. Siegmund Warburg fut par exemple conseiller d'Harold Wilson, Premier ministre travailliste britannique à deux reprises. Attali cite un article du banquier, dans le *Sunday Times* du 2 octobre 1966 : « *Je ne suis pas socialiste, et je crois que la libre entreprise a un rôle important à jouer aujourd'hui, au moment où commence la seconde révolution industrielle. Cependant, je pense que ceux qui ne sont pas socialistes devraient, en tant que patriotes, admettre qu'ils ne doivent pas affirmer a priori que tout ce que fait le gouvernement travailliste est mauvais, et reconnaître que l'actuelle mise en place d'une politique courageuse, liant prix et salaires à la productivité, revêt une grande signification historique. Je ne veux pas plaider ici pour la constitution d'un gouvernement de coalition, ni pour la cessation de toute discussion sur n'importe quel sujet politique, qu'il s'agisse de la monnaie ou de tout autre, mais je me demande s'il n'est pas certains domaines comme la défense, la monnaie, le soutien aux Nations-Unies entre autres, dont il serait possible d'envisager le retrait de la bataille des partis. Le gouvernement a engagé une sorte de "bataille d'Angleterre économique" qui mérite, au moins pendant un an, le soutien de tous, car elle constitue notre dernière chance.* »

Remplacez « deuxième » révolution industrielle par « troisième », « travailliste » par « socialiste » et « Angleterre » par « France »... et vous croirez entendre la dernière déclaration d'un de nos gouvernants !

Jacques Attali rapporte que, selon Siegmund Warburg, le plus grand banquier contemporain était son ami André Meyer, P-DG de la banque Lazard-US avant Félix Rohatyn (dont il est largement question dans notre article). Nous regrettons seulement de ne pas avoir disposé de ce livre pour rédiger notre dossier. Il nous aurait facilité la tâche et permis même de préciser certains points (à propos de Paribas notamment, dont Warburg insista pour qu'il reste, après nationalisation, le partenaire privilégié de son propre ensemble bancaire). Faisons tout de même contre mauvaise fortune bon cœur : le dernier ouvrage du conseiller permanent de François Mitterrand tombe à pic pour souligner l'actualité de nos propos.

*Une distribution des revenus peut ne pas résoudre tous les problèmes de pauvreté, mais l'actuel courant doit au moins être renversé<sup>20</sup>.* »

En politique, Félix Rohatyn est l'un des animateurs de l'état-major du Parti démocrate. C'est un libéral « démocrate » donc, par opposition à l'image du parti concurrent, le Parti républicain. Ce n'est d'ailleurs apparemment guère original chez Lazard US. Le prédécesseur de Rohatyn, André Meyer, était déjà, raconte Jean Beaumier « *une personnalité très écoutée du monde des affaires et du monde politique, en Europe, comme en Amérique. Il avait des relations amicales avec le président Nixon, la famille Rockefeller, Jackie Kennedy ou Giovanni Agnelli, le patron de la Fiat italienne. Malgré son opulence et son pouvoir, André Meyer restait un homme simple, ne cherchant pas à faire de l'épate. C'était un libéral qui avait fourni des capitaux, afin d'aider au lancement de l'hebdomadaire de gauche France Observateur, quelques années après la libération.* » Bref, les traditions ne se perdent pas. La bourgeoisie « libérale » alimentant la presse de gauche, cela ne date pas de la réorientation de *Libération*, sur les bases de la fondation Saint-Simon !

A propos de celle-ci, justement, un rapide retour en arrière se justifie pour noter un « détail » qui apportera une touche significative de plus au paysage que nous sommes en train de décrire.

Yves André Istel<sup>21</sup>, directeur de la banque US Kuhn-Loeb and Cie, figure parmi les fondateurs de la fondation Saint-Simon. Kuhn-Loeb, avec Lazard US et Warburg (banque de la City londonienne) forment un trio bancaire qui joue et a joué un rôle décisif dans les affaires financières du tiers monde. S'occupant entre autre de celles du Gabon, du Sri-Lanka, de la Turquie, du Costa-Rica, du Sénégal, de Panama, du Ghana, du Cameroun...

Les dirigeants de Lazard US et de Kuhn-Loeb ont donc des préoccupations bancaires communes et des idées en plus : l'un participe à la création de la fondation Saint-Simon, l'autre est membre du « Council on foreign

relations » : « *Une fondation Saint-Simon qui aurait réussi, en quelque sorte* », note un observateur de la vie politique et financière US.

On comprend aussi pourquoi un financier international tel que Rohatyn, dont les intérêts bancaires sont liés aux multinationales parmi les plus puissantes, mais aussi à l'état des finances de nombreux pays en mal de capitaux, peut critiquer violemment la politique de la dette US, chère à Reagan, comme la recherche d'une « *prospérité à court terme, privant le reste du monde de capitaux dont il a grandement besoin et déstabilisant ainsi le système monétaire international* ». Les préoccupations financières du banquier et ses déclarations soucieuses des intérêts des pays sous-développés ne font qu'un.

Nous l'avons montré, les Schlumberger-Seydoux, Riboud, Lazard ont des intérêts financiers étroitement mêlés. Ils gèrent d'ailleurs leurs affaires ensemble. Les uns font partie des conseils d'administration des sociétés des autres et réciproquement<sup>22</sup>. Mais le rapide coup d'œil que nous avons jeté sur la personnalité de Félix Rohatyn est une démonstration que leurs relations et leurs préoccupations ne s'arrêtent pas là. Comme l'écrit Jean Beaumier à propos du P-DG de Lazard US, ces hommes se situent « *exactement à la charnière du monde politique et du monde des affaires* ».

Il n'est pas étonnant, donc, qu'un Riboud, un Rohatyn ou un Seydoux animent des clubs de réflexion aux propos similaires, qui constituent des lieux de rencontre et des moyens de pression et d'influence vis-à-vis des hommes politiques, de leurs appareils, des médias. Des lobbies, dirait-on aux USA<sup>23</sup>.

Rien d'étonnant non plus à ce que ces mêmes hommes soient des conseillers politiques écoutés d'un Mitterrand, ou d'un Fabius et se retrouvent, entre autres, nommés dans les conseils d'administration d'entreprises nationalisées telles que Rhône-Poulenc, Pêchiney, Elf...

Ils représentent un courant du grand capital international (l'oligarchie), politiquement avisé, qui considérait et considère toujours un gouvernement « de gauche » en

# Dossier

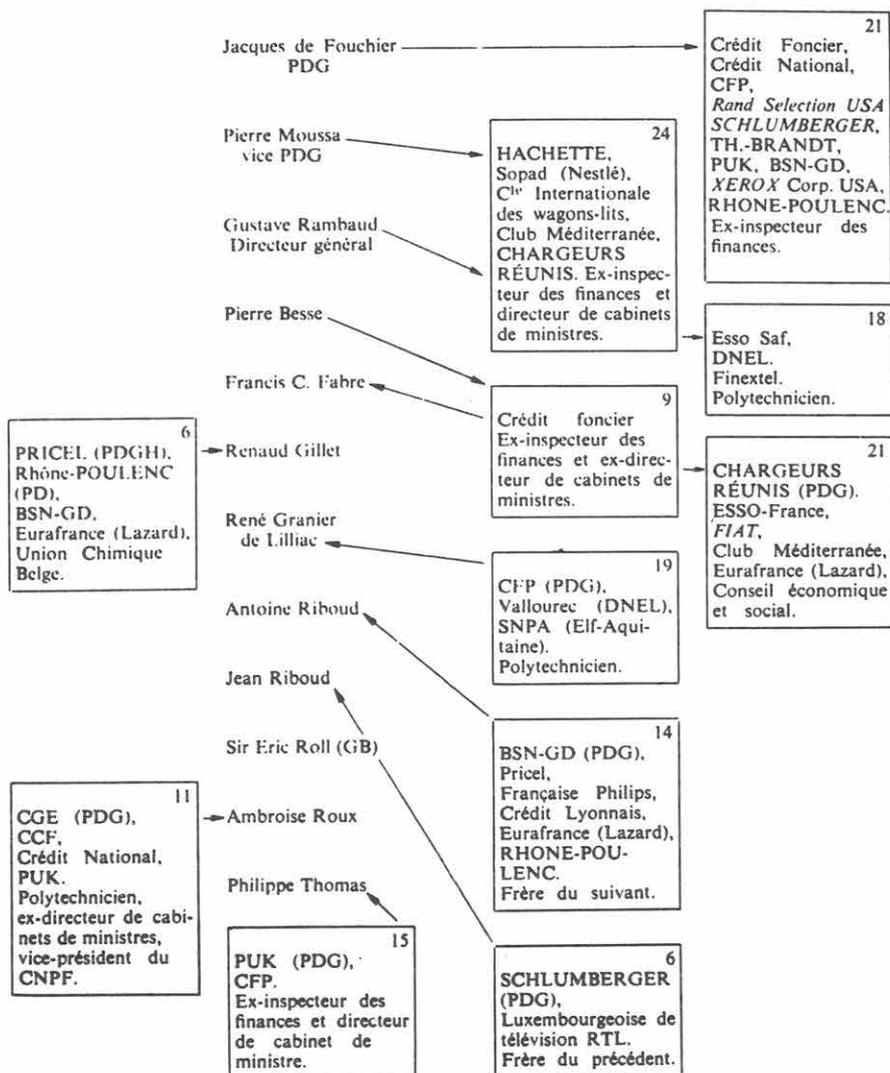
sage obligé comme la base d'un remodelage du système politique français. Les déclarations de Jean Riboud sont claires à ce sujet. La perspective est d'aboutir à une bipolarisation gauche-droite simplifiée, dans ce pays, à l'image des grands pays occidentaux comme la Grande-Bretagne, la RFA ou les USA. Il s'agit de mettre fin à la division historique entre les forces de gauche comme de droite en France. La perspective de transformation du PS en grand parti social-démocrate, ou même en parti démocrate de style américain est fréquemment évoquée dans les rangs du Parti socialiste et plus encore dans certains organes de presse. Les hommes que nous venons de décrire et les moyens matériels de conviction dont ils disposent y sont pour quelque chose <sup>24</sup>.

## De la bourgeoisie moderniste à la bourgeoisie « ordinaire »

Cette partie moderniste de la grande bourgeoisie, que nous avons tenté de cerner, n'agit pas coupée et

France comme le meilleur moyen de mettre en œuvre une politique de modernisation du capitalisme (la politique que mène aujourd'hui le gouvernement Fabius, pour être précis), en faisant l'économie d'une crise sociale profonde. Ils conçoivent évidemment ce point de pas-

### Conseil d'administration de la compagnie financière de Paris et des Pays-Bas, avant nationalisation.



Reproduit d'après le Dictionnaire des groupes industriels en France, Le Seuil.

séparée d'autres secteurs du grand patronat, plus traditionnels. Un coup d'œil sur l'ensemble Lazard (en France, cette fois), permettra de vérifier la réalité et la solidité de ces liens.

Lazard France, par le biais du Holding Eurofrance, préside aux destinées de la Sovac, second groupe de crédit immobilier français, de la compagnie d'assurance La France, des hypermarchés bien connus Euromarché et de Viniprix, des chaussures André, de Locatel et d'Eurafrep (recherche pétrolière). Il participe enfin (10 % environ) au capital des Chargeurs SA. Lazard possède également d'importantes parts dans le capital de plusieurs sociétés italiennes et des biens immobiliers de taille à Lyon, Paris et Marseille. Quelques noms, parmi les administrateurs d'Eurofrance donnent une idée des liens qu'entretient Lazard avec d'autres ensembles industriels et financiers. On relève la présence d'Antoine Riboud, certes, mais aussi de Giovanni Agnelli, de la famille du même nom qui dirige et possède la FIAT. Jean Guyot, dirigeant de Lazard, est également administrateur de Peugeot et des Chargeurs. Dominique Boyer, vice-président des Chargeurs, membre de l'état-major de Lazard Sovac, l'est aussi de celui de Peugeot SA. La banque Lazard qui remplit le même rôle que son correspondant US dans les processus de fusions industrielles fut en effet l'artisan financier de regroupements dans l'automobile.

« *L'affaire Peugeot-Citroën-Chrysler*, rappelle Bertrand Bellon dans *le Pouvoir financier et l'industrie en France, est une vieille association entre les familles Lazard, Michelin, Peugeot, Agnelli et Chrysler, qui a conduit à la constitution récente de Peugeot SA et à son alliance avec le groupe américain.* »

Ainsi, partis de la bourgeoisie moderniste, nous nous retrouvons vite au cœur de la fraction la plus traditionnelle du patronat français. Les alliances et groupement au sein de celui-ci ont une histoire longue et complexe. Analysant le découpage des fractions de la bourgeoisie depuis le début du siècle dans leur *Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France*, Patrick Allard et Michel Beaud évoquent quelques permanences : alliances financières, liens avec des ensembles internationaux, reconversion du capital colonial, rapprochement des capitaux industriels et bancaires.

Ces auteurs ajoutent : « *Dans ces permanences enfin, restent déterminantes les proximités régionales et les appartenances religieuses : en schématisant, on peut dégager un axe Alsace-Franche-Comté-Lyon-Marseille qui articule autour de Lazard et de Paribas les capitaux de la bourgeoisie protestante de l'Est (Schlumberger, les Peugeot) et les capitaux contrôlés par la bourgeoisie lyonnaise (les Gillet) – auxquels on peut ajouter les Riboud, NDLR et marseillaise (C. Fabre des Chargeurs réunis). Dans ces constellations de capitaux, les liens matrimoniaux, la « circulation » des femmes et des biens, pour employer le vocabulaire de l'anthropologie, comptent autant que les classiques liaisons personnelles et financières.* »

Il faut compléter cette liste avec Michelin, dont nous rappelons plus haut la vieille association avec Lazard et Peugeot. Et souligner au passage les propos rapportés par le rédacteur en chef de *la Tribune de l'économie* concernant les relations entre le président de la République et Michelin : « *Vous savez, ce n'est pas par hasard que François Mitterrand (est le) deuxième président de la République à être reçu sur place après de Gaulle, à visiter le centre d'essais de Michelin à Cler-*

*mont-Ferrand en juillet (1984, NDLR), fait remarquer un conseiller de l'Élysée. Un haut fonctionnaire ajoute même : (...) sachez que François Mitterrand apprécie François Michelin et que ce dernier n'a pas manqué de manifester sa sympathie au président de la République.* »

La gauche au pouvoir n'a touché ni à Michelin, ni à Peugeot. Ces deux groupes ont échappé aux nationalisations de l'après 10 mai. Faut-il voir là une conséquence des liens financiers et familiaux tissés entre Paribas, Lazard, Peugeot, Schlumberger, dont certains éléments soutiennent Mitterrand ?

La nationalisation de Paribas et de Rhône-Poulenc contredit à première vue cette thèse. Cependant, nous avons vu que l'alliance Schlumberger-Seydoux, qui détenait les clés de Paribas, n'a pas perdu tout contrôle sur cette banque. Comme l'a indiqué Jean Riboud lui-même, les nationalisations furent le prix à payer aux mythes de la gauche. Elles furent aussi l'occasion d'une restructuration prévue et longuement mûrie, sous l'égide de l'Etat !

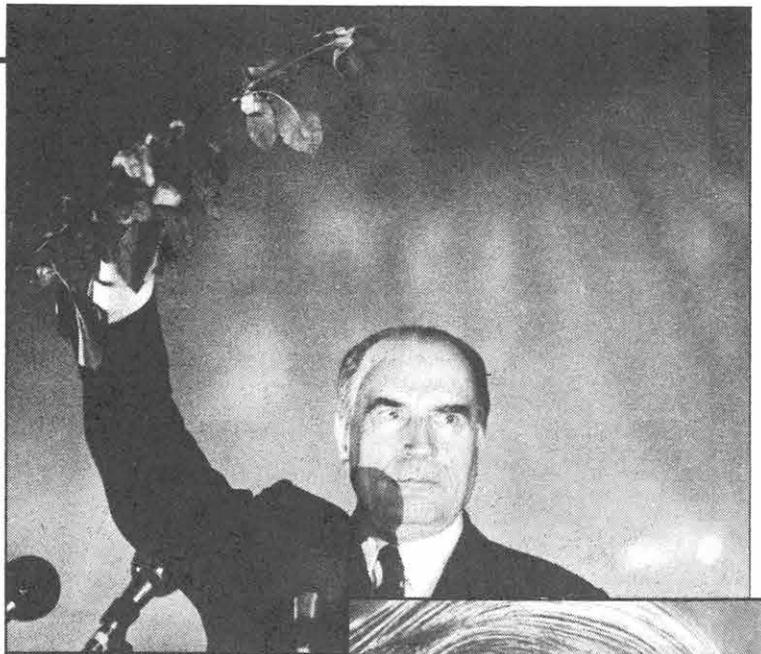
C'est dès 1979, rappelons-le, que Pricel, holding contrôlant Rhône-Poulenc, se rapproche des Chargeurs réunis qui possèdent une part substantielle des actions de Paribas, pour fusionner en fin de course et constituer un ensemble industriel et financier privé florissant. Son conseil d'administration regroupe une bonne part des dirigeants de Paribas avant nationalisation, sa trésorerie fait l'admiration des commentateurs boursiers et n'est peut-être pas sans rapport avec les indemnités versées aux principaux actionnaires de Paribas et de Rhône-Poulenc nationalisés, qui président aujourd'hui les Chargeurs SA.

Reste à expliquer rationnellement pourquoi Mitterrand a toujours déclaré que la nationalisation de Peugeot et Michelin n'était pas « à l'ordre du jour ». L'argument officiel, « ne pas étendre exagérément le champ des nationalisations », n'est qu'un prétexte : il couvre les choix sans les justifier. Or, précisément, on cherche en vain cette justification chez les analystes qui se sont penchés sur le problème. Chez François Morin par exemple qui, dans *la Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations*, ouvrage fort documenté, défend une lecture gauche des positions du PS et envisage la nationalisation de Peugeot. Quant au PCF, il s'est contenté de s'étonner – il était alors au gouvernement – que les familles Peugeot et Citroën soient épargnées. Mais, plus étrange, dans un ouvrage récent, *Sur la piste des grandes fortunes*, deux journalistes de *l'Humanité Dimanche* consacrent plus d'un quart de leur travail aux familles Schlumberger, Riboud, Lazard et Peugeot, sans souffler mot des liens politiques existant entre cette fraction du capital et François Mitterrand. Dès lors, il faut bien convenir que rien n'est venu, à ce jour, infirmer l'hypothèse que nous émettons, dissiper cette interprétation et ce soupçon.

Nous venons de le voir, les membres de l'oligarchie qui soutiennent depuis des dizaines d'années la solution Mitterrand appartiennent à un ensemble plus vaste, dont chaque élément ne peut évidemment être soupçonné de mitterrandisme bon teint (de Peugeot au groupe Lazard en passant par Michelin). Mais les liens financiers, personnels et familiaux qui les rassemblent sont plus forts que les options politiques qui seraient sensées les séparer<sup>25</sup>.

Le choix de ceux qui se sont faits les partisans du président de la République offre d'ailleurs en retour à l'ensemble de la classe dirigeante un moyen de contrôle

# Dossier



**Jérôme Seydoux**  
Chargeurs réunis

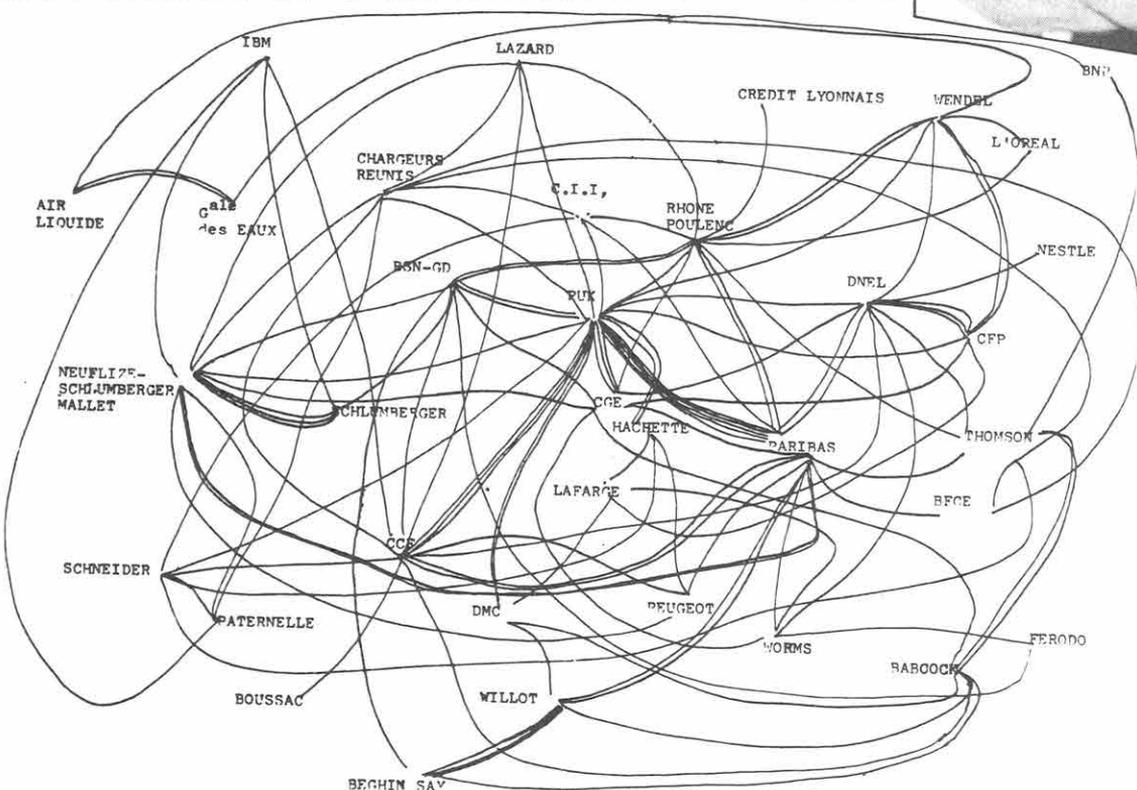


**Jean Riboud**  
Schlumberger



**Antoine Riboud**  
BSN-Gervais-Danone

**Nicolas Seydoux**  
Gaumont



**Liens familiaux entre groupes de « l'ensemble Paribas » (représentation simplifiée).**

*In Les restructurations industrielles en France, Economica.*

et d'influence sur la politique mise en œuvre par l'élu du 10 mai. Le jeu en valait la chandelle. La santé de la Bourse ces trois dernières années, les bénéfices de l'austérité et de la modernisation ne peuvent que conforter ceux qui ont fait ce choix. La réduction du PCF à 10 % sur l'échiquier électoral, l'état présent de désarroi et de paralysie du mouvement ouvrier en France profitent, bien dans l'immédiat à l'ensemble de la classe dominante.

Notre enquête éclaire les personnages, les préoccupations qui articulent l'action du président de la République et les intérêts de l'oligarchie financière internationale.

Mais s'il faut prendre en considération les liens

multiples que nous avons rassemblés, il convient aussi de se montrer prudent quant aux conséquences qui peuvent s'ensuivre. La politique n'est pas de la mécanique ou le simple résultat de manipulations croisées. Le soutien d'une fraction bourgeoise à un homme politique n'explique pas directement son attitude, car de multiples paramètres interviennent. Et c'est encore plus vrai quand il s'agit d'une formation politique comme le PS. L'important c'est que ce soutien permet d'éclairer des actes, un projet politique dans sa durée et son devenir. Lever le voile, fût-ce partiellement sur les ressorts cachés de la vie politique bourgeoise, est aussi dénoncer cette société et son système de domination.

1. Patrick Allard, Michel Beaud, Bertrand Bellon. Dictionnaire des groupes industriels et financiers en France *Le Seuil* 1978. p. 92

2. Citons notamment : Bertrand Bellon *le Pouvoir financier et l'industrie en France. Le Seuil* 1980. François Morin, *la Banque et les groupes industriels à l'heure des nationalisations, Calmann-Lévy* 1977. Manuel Castel *La crise économique et la société américaine PUF* 1976. Marianne Debouzy *Le Capitalisme sauvage aux Etats-Unis Le Seuil* 1972. Jean-Marie Chevalier *la Structure financière de l'industrie américaine Cujas, 1970. Jean-Marie Chevalier, l'Economie en questions, Calmann Lévy, Michel Durand* *La bourse, Maspero* 1983. Jack Dion, Pierre Ivora, *Sur la piste des grandes fortunes Editions sociales* 1985.

3. Jean Gabriel Fredet, Denis Pingaud *Les Patrons face à la gauche Ramsay, 1982.*

4. Claude Marcilly *Un P-DG pourquoi faire ? Le Seuil, 1972.*

5. Ces alliances sont largement évoquées dans les livres cités dans la note 2.

6. *Le groupe des Chargeurs est issu du rapprochement initié en 1979 de Pricel (textile, produits chimiques) et des Chargeurs réunis (transports maritimes). Il regroupe des activités telles que les transports aériens (UTA), les transports maritimes (deuxième armateur français), le textile, les produits ménagers (Spontex), les produits chimiques... le pouvoir et les capitaux sont concentrés dans l'alliance des Schlumberger-Seydoux, Riboud, Gillet et de la banque Lazard, avec les Fabre (grande bourgeoisie marseillaise) qui contrôlaient les Chargeurs Réunis.*

7. *La presse vient d'annoncer que Jean Riboud a démissionné de ce poste, après vingt ans d'exercice. Cette nouvelle ne modifie en rien notre enquête. Jean Riboud reste d'ailleurs à l'état-major du groupe, (conseil d'administration, direction stratégique, comité financier). Peut-être prend-il un certain recul pour mieux élever la voix dans la période politique agitée qui s'annonce après 1986. L'avenir ne tardera pas à nous renseigner.*

8. « La Saga des Riboud », dans *le Nouvel Observateur* du 27 avril 1984. Ken Auletta, *Une réussite sans frontière, Mazarine, 1984.* Jean Riboud et François Mitterrand se sont connus dans les années cinquante. Par l'intermédiaire, entre autre, de Jean-Jacques Servan-Schreiber, lors du lancement de *l'Express*.

9. *Classement des 1 000 premières entreprises en France. L'Expansion, décembre 1984.*

10. *Nouvel Observateur, 27 avril 1984. Selon les « observateurs » du milieu patronal, Antoine Riboud serait aujourd'hui fort intéressé par les propositions de Raymond Barre.*

11. Jean Beaumier. *Ces banquiers qui nous gouvernent, Plon, 1984.*

12. *Tout au moins jusqu'au récent achat du quotidien de la rue Hérold par les mutuelles de l'Education nationale.*

13. *La CFDT « est une des forces qui soutiennent la politique néo-libérale actuelle », expliquait récemment l'union régionale*

*CFDT basse-Normandie, qui s'oppose à l'orientation d'Edmond Maire. Notre enquête ne fait que matérialiser les personnages et les lieux par lesquels ce courant passe.*

14. *Dossier paru dans la revue l'Enjeu.*

15. *La Tribune de l'économie, du 24 juillet 1985. Quotidien de Paris du 30 juillet 1985.*

16. *Liste des conseils d'administration des nationalisées. Le secteur public industriel en 1983. Ministère du Redéploiement et du Commerce extérieur.*

17. *Le « Council on foreign relations » regroupe plus d'un millier de personnalités des affaires, de la politique, de la presse, de l'université. Il constitue l'un des lobbies (groupe de pression) les plus importants aux Etats-Unis. Une bonne partie des états-majors des présidents américains en est issue, qu'ils soient républicains ou démocrates.*

18. *Félix Rohatyn est administrateur de Schlumberger aux côtés de Jean Riboud. Le P-DG du groupe Lazard en France, Michael David-Weil est aussi administrateur de BSN dont le P-DG, Antoine Riboud, siège au conseil d'administration d'EuraFrance, holding industriel et financier du groupe Lazard.*

19. *Le groupe Lazard est spécialiste des fusions et des redéploiements industriels. André Meyer, prédécesseur de Félix Rohatyn, conseilla par exemple l'implantation de Pechiney aux Etats-Unis, dans les années soixante. La banque Lazard siègeait déjà au conseil d'administration du groupe privé, le P-DG de Lazard US siège au conseil du groupe nationalisé, nommé par le gouvernement Mauroy.*

20. *Cité par Claude Julien. Le Monde diplomatique, février 1985.*

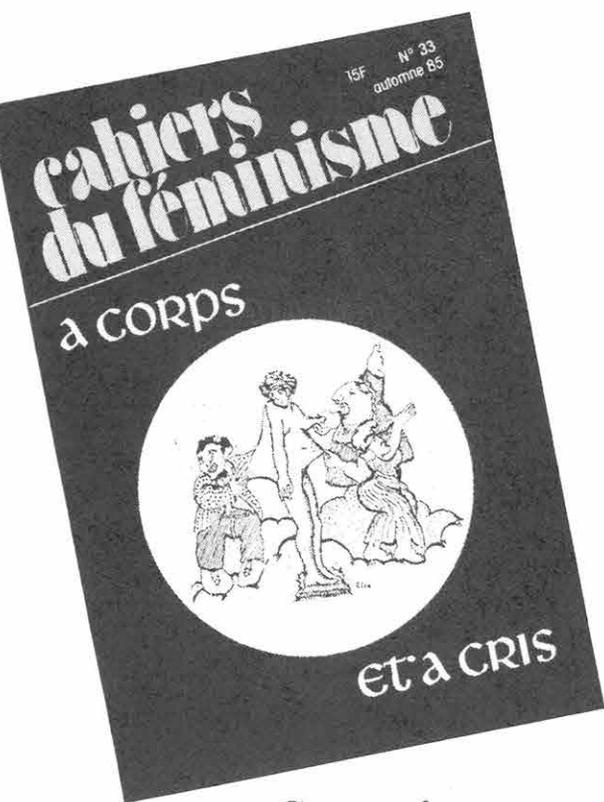
21. *C'est André Istel, banquier lyonnais associé de Schlumberger, qui embaucha le jeune lyonnais Jean Riboud à New-York avant qu'il ne rejoigne l'état-major de Schlumberger.*

22. *La présence dans le conseil d'administration d'un groupe privé est indissociable, directement ou indirectement, de la possession d'une part de capital de la société concernée.*

23. *Les lobbies US, tels que le « Council on foreign relations » ou la Commission trilatérale constituent des groupes de pression reconnus du monde des affaires sur le personnel politique.*

24. *Dans les milieux de l'oligarchie industrielle et financière internationale, Raymond Barre est membre de la Commission trilatérale, certains de ses conseillers les plus proches siègent, eux... à la fondation Saint-Simon. Il semble le mieux à même pour faire office en France, de leader providentiel de la droite.*

25. *D'autres grands patrons côtoient depuis des années François Mitterrand, tels François Dalle (P-DG de L'Oréal), Gilbert Trigano (Club méditerranée), Jacques Mitterrand (frère du président, général, ex-P-DG de la SNIAS, président du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales, membre de l'assemblée permanente du CNPF), Maurice Biderman (textile, confection), Roger Fauroux (resté P-DG de Saint-Gobain, après la nationalisation), etc.*



## Sommaire

### Editorial

Quand tu entends une femme crier, ne la laisse pas seule p. 3

### En France, si vous saviez

7 et 8 décembre 1985 : rencontre nationale de lieux d'expression et d'initiatives de femmes p. 4

### Dossier

Ordre et violences p. 8

Le viol en justice : entretien avec Colette Auger, avocate féministe p. 10

Que faire en cas de viol ? p. 14

Le wu-do : un art, une conscience p. 15

Le bal des vampires p. 16

Violences conjugales : des femmes ne s'avouent pas battues p. 18

A l'hosto, les violences changent de visage mais sont toujours là p. 21

Des millions de femmes mutilées p. 24

Les luttes contre la violence sexuelle et sa propagande : le cas du Québec p. 27

En bref p. 30

### Si toutes les femmes du monde

Rosa-Luxemburg : les femmes polonaises en grève p. 31

Dix mille à Nairobi : interview d'une déléguée française p. 32

### L'une a aimé, l'autre pas

« L'Arraisonement des femmes » p. 34

En bref p. 35

SAVEZ VOUS, QUE  
DANS VOTRE  
CONTRAT DE MARI-  
AGE, IL EST ECRIT  
"QUE VOUS ETES  
UNIS POUR LE  
MEILLEUR ET LE  
PIRE!!" ALORS VE-  
NEZ PAS VOUS  
PLAINDRE!!!!



« Les Cahiers du féminisme » sont publiés par la LCR. Ils se veulent un instrument militant au service des luttes des femmes contre leur oppression, dans une perspective socialiste.

« Les Cahiers du féminisme » veulent aussi être un lieu de débat et d'échange d'expériences.

N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions et... de vos critiques.

Édité par la PEC, commission paritaire n° 60 155

Directrice de publication : Isabelle Alleton.

Redaction, administration :

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.

Imprimeur : Rotographie, Montreuil

## Abonne-toi, abonne tes ami(e)s !

France, 5 numéros : 65 F

Etranger, 5 numéros : 75 F

Etranger par avion, 5 numéros : 100 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse complète .....

.....

Je désire m'abonner aux « Cahiers du féminisme » à partir du n° .....

(Chèque bancaire ou postal à l'ordre de la PEC, à envoyer à PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.)

## **VII<sup>e</sup> Congrès de la LCR Tribune de discussion**

**Le VII<sup>e</sup> Congrès de la LCR se réunira les 31 octobre et 1<sup>er</sup>, 2 et 3 novembre 1985. La discussion dans la LCR s'est ouverte au début de l'été à partir d'un projet de thèses politiques adoptées par la majorité du comité central. Les débats portent sur la situation politique actuelle, les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs, le bilan de la gauche réformiste depuis 1981, et les perspectives à l'occasion des prochaines élections de mars 1986. Cette discussion concerne bien des travailleurs et des militants en dehors de la LCR, et c'est pourquoi, conformément à nos traditions démocratiques, elle est rendue publique.**

**Le projet de thèses politiques majoritaire au comité central et deux projets de thèses minoritaires ont été publiés en juillet dans un supplément au numéro 43 de *Critique communiste*. Il est disponible à la librairie La Brèche, et auprès des militants de la LCR pour la somme de 15 francs.**

# Ni repli, ni fuite en avant

A ce stade de la préparation de notre VII<sup>e</sup> Congrès, un fait ressort clairement : la démarche de construction d'une alternative anticapitaliste proposée par la majorité du comité central est au centre des débats. Et c'est bien normal. Car, au bout du compte, s'y trouve posé le problème fondamental des voies et des moyens pour aller vers ce parti des travailleurs dont l'absence fait tant défaut, au terme de cinq ans de gouvernement de gauche.

Nos propositions partent d'un simple constat : en dépit de la dégradation des positions de la classe ouvrière, apparaissent aujourd'hui de multiples phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier. Certes, ceux-ci subissent les limites induites par la faible activité du mouvement de masse. Les maturations politiques demeurent atomisées, moléculaires, et il n'apparaît pas de possibilités de cristallisation rapide d'un large courant à gauche de la gauche réformiste. Il n'en demeure pas moins que le mouvement ouvrier, confronté à la faillite des projets du PS et du PC, connaît un formidable ébranlement. Et toute une génération militante est amenée à tirer les bilans de vingt ans de luttes et de trahisons.

La crise de direction du mouvement ouvrier, l'affaiblissement des appareils réformistes et de leur contrôle sur le mouvement de masse ouvrent un espace objectif pour la construction d'une organisation indépendante.

Comment faire en sorte que les évolutions en cours débouchent positivement et ne soient pas balayées par les tendances négatives à l'œuvre dans la situation politique ? Tel est le problème posé aux révolutionnaires.

Par delà leurs différences, les tendances ou regroupements qui combattent le projet de thèses de la majorité ne répondent pas à cette question. La tendance 3 parle bien d'alternative, mais c'est pour proposer une fuite en avant pure et simple (et la liquidation de

notre identité) dans la perspective d'une organisations aux contours flous, quand aucune condition n'existe permettant d'en assurer la viabilité.

La T. BAD présente une orientation où le front unique prétend résumer l'intégralité de notre politique, et où la bataille pour une nouvelle majorité PS-PC concentrerait cette ligne. Elle escamote du même coup la nécessité de développer, complémentirement à nos tâches de masse, des explications politiques d'ensemble et d'œuvrer au regroupement des travailleurs les plus avancés. Cela se traduit par une position nettement opportuniste pour 1986.

Quant aux camarades qui opposent à nos thèses un vaste corps d'amendements, ils reconnaissent certains phénomènes de recomposition dans le mouvement ouvrier, mais ils rejettent une démarche d'ensemble qui y répondrait.

## Une démarche globale...

L'alternative que nous voulons construire n'a pas pour objectif — comme on nous en accuse parfois — la discussion entre militants d'extrême gauche, indépendamment de la lutte des classes. Au contraire, en nous adressant aux milliers de militants communistes, socialistes ou syndicalistes cherchant une issue à l'impasse actuelle, nous voulons impulser une *dynamique de remobilisation*. En leur proposant d'agir et de débattre en commun, de tirer ensemble des bilans, nous proposons une démarche où ces travailleurs et militants font leur propre expérience et testent la nécessité d'une action politique globale.

Reste que, pour pouvoir se concrétiser, notre démarche doit disposer de *leviers*. Le premier des moyens de rassembler, à la base, une série de militants, est souvent l'unité d'action des organisations d'extrême gauche. Celle-ci permet notamment de faire la

preuve que les structures unitaires mises en place ne sont pas de simples projections d'une organisation, en l'occurrence la nôtre. Mais des collectifs ou regroupements peuvent aussi naître sur la base d'expériences partielles ou de mobilisations à partir desquelles des syndicalistes lutte de classe ou des militants, des travailleurs critiques envers le PC et le PS cherchent les voies d'une nouvelle force politique.

1986 peut constituer un tremplin pour commencer à cristalliser une force anticapitaliste, au plan national et au plan local. Aussi, tout en sachant que les lenteurs et la complexité des maturations politiques limitent considérablement les possibilités, l'action commune peut être grandement renforcée si elle s'affirme lors des élections, à travers des campagnes unitaires et offensives menées par des collectifs locaux.

### ... Intégrant Lutte ouvrière

A ce stade, se pose évidemment le problème de nos rapports avec Lutte ouvrière, qui conteste l'intérêt des maturations à l'œuvre parmi les travailleurs d'avant-garde. Pour nous, il n'existe pas de contradiction entre la construction d'une alternative politique et les rapports étroits noués, depuis quelques années, avec cette organisation. La place nationale de LO, son combat intransigeant en défense des intérêts ouvriers, les références communes à nos deux courants, en font un partenaire essentiel pour notre démarche. Pour autant, les divergences importantes qui nous séparent encore interdisent d'envisager une unification dans un avenir prévisible.

Dès lors, nous nous battons pour convaincre LO de notre démarche, tout en cherchant, malgré ces désaccords, les voies et les moyens d'action et de discussion avec cette organisation, dans la perspective du parti révolutionnaire.

Patiemment mais sans hésitations, comme l'indiquent nos thèses : « *Nous devons donc combiner étroitement la recherche de l'unité d'action systématique entre nos courants, le renforcement des liens entre les deux organisations par la poursuite des réunions communes au niveau des villes, secteurs et cellules, la confrontation politique sur l'ensemble des questions nous séparant et une bataille permanente pour associer LO à notre orientation générale de construction d'un parti des travailleurs.* »

Dans le même temps, nous recherchons un accord politique en vue des élections de 1986, afin de permettre à nos deux organisations d'intervenir en commun et de soutenir les initiatives unitaires organisées au plan local ou départemental.

« Au regard des résultats, n'avons-nous pas surestimé les rythmes et les possibilités ? », interrogent parfois des camarades. Il est vrai que la formule « comités contre l'austérité et la droite » à la rentrée 1984-1985 a pu relever d'une telle surestimation (elle a été vite corrigée), mais n'est-ce pas sur la base d'expérimentations et de vérifications pratiques qu'on ajuste une orientation ?

### Une démarche patiente

Il convient, sur ce point, de ne pas tirer trop vite les bilans. Les obstacles rencontrés au plan national ne doivent pas masquer les résultats d'ores et déjà acquis. Qu'il s'agisse de l'évolution positive du PSU — partiellement favorisée par notre bataille — des clarifications opérées dans les rapports avec les autres forces politiques nationales, des relations de confiance établies avec une série de militants, tout cela ne peut être balayé d'un revers de mains. De même, les potentialités apparues au plan local représentent autant d'atouts pour l'avenir, même si le chemin à parcourir reste fort long.

De ce point de vue, les camarades qui contestent nos propositions doivent répondre clairement à deux questions : existe-t-il des potentialités objectives pour une recomposition à gauche du mouvement ouvrier ? Est-il juste de vouloir peser sur les différenciations en cours ? Si oui, le scepticisme sur l'issue de la bataille engagée nous tire en arrière. Pire, il nous conduit au repli alors qu'il convient de faire preuve d'audace et d'opiniâtreté. Si non, il faut proposer une orientation globale différente. Pour notre part, nous disons : sans illusions, mais sans hésitation, il faut donner à la LCR toutes les chances de jouer un rôle moteur dans les processus qui commencent à apparaître.

### Une démarche qui n'est pas nouvelle

De cette manière, nous commençons à définir les médiations vers le parti des travailleurs dont nous voulons favoriser l'émergence. Car la construction de ce parti ne sera pas le simple grossissement de la LCR. Les milliers de travailleurs qui rompent avec le PS et le PC ne se tournent pas directement vers les révolutionnaires. C'est pourquoi il faut des médiations.

De plus, nous ne pouvons, en particulier, ignorer les réticences que soulèvent parmi eux l'idée même de parti, au regard de l'expérience qu'ils viennent de connaître. Nous connaissons, en outre, les divergences programmatiques qui opposent les courants constitués à la gauche de la gauche. Un nouveau parti

de classe ne peut donc voir le jour qu'au terme d'une longue phase de décantations. C'est pourquoi, au stade actuel, nous ne posons pas comme préalable à l'action politique les questions du programme et du parti. Mais nous cherchons à permettre à des travailleurs d'agir ensemble, sur des thèmes traçant les contours d'une politique de classe, alternative à celle des partis traditionnels. En enclenchant cette dynamique unitaire, nous aidons à dégager une cohérence susceptible de favoriser une avancée politique. Ce faisant, nous posons des jalons dans la perspective plus vaste qui est la nôtre.

Cette logique n'est pas nouvelle. Elle est celle de la résolution votée au XII<sup>e</sup> Congrès mondial de la IV<sup>e</sup> Internationale sur son étape actuelle de construction : « *La perspective réelle est celle d'un processus beaucoup plus long et complexe de reconstitution d'une avant-garde à l'échelle internationale. Rien ne permet aujourd'hui de prévoir un grand saut brutal entre la IV<sup>e</sup> Internationale telle qu'elle est et une Internationale de masse. Le plus probable est au contraire une bataille prolongée avec la multiplication de cas particuliers (...). Les formes intermédiaires et les médiations sont décisives.* »

Cette approche n'est nullement contradictoire avec la construction de la LCR. Bien au contraire, l'existence même de notre organisation, l'expérience de ses cadres et de ses militants, les éléments fondamentaux de son programme, constituent un levier pour faire aboutir positivement les processus à l'œuvre. Son intervention propre, ses campagnes, ses réponses politiques représentent même des points de repère décisifs pour les militants en rupture avec le réformisme. Aussi, le renforcement de la Ligue, le développement de ses capacités d'intervention et de centralisation sont le complément indispensable de la bataille pour le dégagement d'une direction ouvrière alternative.

Développer une démarche globale, affirmer un projet cohérent de construction, sans céder aux tentations de repli ou de la fuite en avant : tel est l'objectif des thèses de la majorité du comité central.

**Christian Picquet  
François Ollivier**

# Chirac-Le Pen et Mitterrand-Jospin, ce n'est pas bonnet blanc et blanc bonnet

## Pour mars 1986, il faut battre l'austérité et la droite

La majorité du comité central et du bureau politique de la LCR ne voulaient pas de ce congrès. Lorsque les membres de notre tendance « Battre l'austérité et la droite » ont demandé en décembre 1984 un congrès qui décide de notre orientation pour l'élection de mars 1986, la majorité a refusé et a proposé que le congrès se tienne... fin 1986. Il y a eu consultation parmi les militants de la LCR et deux tiers d'entre eux ont désavoué ce refus et demandé que le congrès se tienne avant 1986.

Et depuis, c'est à reculons que la majorité engage la discussion. Le débat n'est ouvert que depuis le 1<sup>er</sup> juillet et va se clore les 26-27 octobre aux congrès locaux.

C'est aussi à reculons que la majorité prépare la campagne électorale, persuadée qu'il n'y a pas d'enjeu réel en mars 1986, que la défaite de la gauche est certaine et qu'il faut discuter d'une « alternative » pour... après 1986. Nous contestons cela :

1. Ce serait reconnaître que la LCR ne peut rien dans les sept mois qui viennent. C'est nous « mettre entre parenthèses », en spectateurs au lieu de prendre part à la bataille électorale.

2. Et si la droite l'emporte... qui peut croire que l'heure sera venue d'une « alternative » ? Il sera au contraire temps de faire un front unique de tout le mouvement ouvrier pour résister aux attaques qui ne manqueront pas de pleuvoir.

### Faire campagne sur le thème : « Ils ont trahi » ?

Bien sûr que le PS et le PC sont responsables de leur échec. Ils n'ont pas tenu leurs promesses. Dès 1982, ils ont organisé l'austérité, et leurs scores électoraux ont baissé (encore faut-il noter que la masse de leurs électeurs, les travailleurs, ne se retournent pas vers la droite, mais *s'abstiennent*). Dès 1982, PC et PS n'ont cessé de faire des

cadeaux aux patrons, ils ont imposé l'austérité « de gauche », ils ont eux-mêmes diminué les salaires et augmenté le nombre de chômeurs. *Ils ont trahi les espoirs de mai 1981*. Mais la LCR doit-elle faire campagne sur l'air des lampions : « ils ont trahi, ils ont trahi » ? Bien sûr que non !

### Un seul choix, simple, brutal :

En mars 1986, il s'agira de voter pour *qui va gouverner après*.

Soit ce sera le retour de la droite revancharde ; ce sera le retour en arrière, la liquidation même des acquis de 1981 (remboursement de l'avortement, abolition de la peine de mort, retraite à soixante ans, 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, les 39 heures sans diminution de salaire, le statut de la fonction publique, des droits syndicaux nouveaux). S'ils sont majoritaires, on les verra relever la tête, triomphants sur nos écrans de télévision. Ce sera le pouvoir des Barre, Chirac, Giscard, Le Pen, Gattaz.

Soit ce sera l'élection d'une nouvelle majorité ouvrière, d'une majorité de députés PS et PC.

Il n'y a pas d'autre choix qu'une majorité bourgeoise UDF-RPR-Front national ou une nouvelle majorité ouvrière, PS-PC.

L'un *ou* l'autre. Et Chirac-Le Pen, ce n'est pas pareil que Mitterrand-Fabius ! La majorité de la LCR les renvoie dos à dos. Nous, la minorité, nous refusons cela. Nous disons : il faut empêcher le retour de la droite, il faut une nouvelle majorité pour les partis ouvriers.

### Mais si la gauche repasse, ce sera « rebelote » ?

D'abord, si elle repasse, tout le monde analysera cela (même Jospin et Marchais) comme une preuve de la volonté profonde des travailleurs. Ce vote, non seulement confirmera la vo-

lonté de changement déjà apparue en 1981, mais il imposera de nouvelles obligations aux chefs du PC et du PS.

La droite, le CNPF, seront obligés de battre en retraite et de payer le prix de leur agressivité.

Et le PS et le PC (qui partent battus, tous les deux), seront replacés devant leurs responsabilités, face aux travailleurs. Une deuxième victoire, ce ne serait pas « rebelote », ce ne serait pas « oui à l'austérité », ce serait au contraire la défaite des reaganien français et des purges d'austérité qu'ils nous promettent.

Et les premiers embarrassés seraient bien les chefs du PC et du PS : ils seraient obligés, eux qui se voient déjà dans l'opposition ou cohabitant avec la droite, de faire des concessions nouvelles à leurs électeurs, comme juste après 1981, et d'autant plus qu'il y aura plus de luttes pour les exiger ! Une victoire contre la droite serait donc *aussi* une victoire contre l'austérité, contre la politique actuelle du PS au gouvernement, contre la politique de division du PC. Ce serait un encouragement à la lutte unitaire contre le chômage et pour le maintien du pouvoir d'achat. A ce moment-là, les travailleurs seront *en meilleure position* pour s'opposer à toute cohabitation, à la division, pour imposer au PS et au PC de gouverner ensemble contre le CNPF.

### La LCR peut tenir un rôle utile

Il y a aujourd'hui des millions de travailleurs qui ont voté PS et PC en 1981 et qui s'abstiennent dans les scrutins partiels depuis 1982. Il y a aussi des millions de travailleurs qui continuent à voter PS ou PC mais qui n'approuvent pas pour autant leurs dirigeants. Au fond, les travailleurs ne veulent ni que leurs partis cohabitent avec la droite, ni qu'ils se divisent et se dénoncent mutuellement.

Les travailleurs en ont assez de l'austérité ; il veulent : l'interdiction des licenciements, l'indexation des salaires sur les prix, les fonds publics à l'école publique, les 35 heures sans perte de salaire, l'égalité des droits français immigrés. Et pour cela, il faut s'en prendre au CNPF qui se remplit les poches, spéculé et refuse d'investir et d'embaucher. Il faut un gouvernement inflexible contre le patronat. La seule voie réaliste, c'est de créer le rapport de forces qui accule le PS et le PC à céder à nos exigences, à rejeter l'austérité ; cela dès maintenant, dans les luttes et en mars 1986 aux élections. La LCR doit adopter cette orientation.

### La seule orientation révolutionnaire aujourd'hui, la LCR doit :

1. Considérer que mars 1986, ça n'est pas joué, qu'il est encore *possible* de battre la droite et l'austérité.

2. Refuser de renvoyer dos à dos la droite et la gauche, une majorité UDF-RPR-FN et une majorité ouvrière.

3. Engager dès maintenant la bataille contre l'austérité, contre le budget, défendre les revendications de manière intransigeante dans les entreprises, dans les luttes, pour qu'on ne cède pas un pouce au patronat, pour l'unité des partis et des syndicats ouvriers.

4. Appeler à la victoire d'une nouvelle majorité ouvrière, avec le maximum de députés antidroite et anti-austérité ; la LCR doit chercher à tenir sa place dans cette bataille.

5. Présenter des candidats contre la droite et l'austérité aux législatives en fonction de trois critères : là où elle a des forces militantes réelles, une implantation dans les entreprises, capables de mener une véritable campagne départementale ; là où le mode de scrutin — injuste — laisse entrevoir la possibilité d'élection de candidats (c'est le cas dans plus d'une dizaine de départements où le dernier député aura besoin de 5 à 10 % des voix) ; en tenant compte, dans le choix des départements, de sa volonté de ne pas faire passer des députés de droite.

Partout où nous ne serons pas candidats, nous appellerons à voter pour les listes ouvrières, pour le PS et le PC et nous mettrons en garde, avec vigueur, contre le retour de la droite revancharde ;

6. La LCR doit publier un manifeste contre l'austérité telle que la pratique la gauche depuis 1982, et telle que voudrait l'appliquer la droite après 1986. Ce manifeste serait soumis à la discussion d'autres organisations, telles que Lutte ouvrière, le PCI, le PSU, en vue si c'est possible d'une campagne commune sur ces thèmes.

7. La LCR soutiendrait tout appel (du type Union dans les luttes en 1981) qui rassemblerait des militants du PS, du PC, de la CGT, CFDT, FEN, FO sur ces thèmes, et favoriserait tout regroupement ou comité qui se proposerait d'agir pour battre la droite et l'austérité.

8. La LCR œuvrerait sans préalable à tout mouvement unitaire qui contribuerait d'ici 1986 à manifester la majorité sociale antidroite, antiraciste de ce pays. C'est le cas de la marche pour l'égalité, contre le racisme et l'apartheid, appelée par SOS-Racisme le 14 décembre 1985.

### Ni ghetto, ni utopie, une ligne de masse

Nous pensons, nous, minoritaires au CC de la LCR, que notre organisation peut se constituer de façon indépendante et gagner à elle des travailleurs du PS ou du PC qui se posent des questions et s'opposent à leurs dirigeants.

Se battre contre l'austérité, contre la droite, pour une gauche qui gagne et qui tienne ses promesses, c'est autrement plus fécond que de se situer « ailleurs », dans le ghetto de « la gauche de la gauche » et vers une utopique « alternative ».

La seule alternative pour nous, c'est de nous lier à la masse du mouvement ouvrier tel qu'il est et non pas de nous en isoler. La « gauche de la gauche », c'est une orientation radicale dans les mots, mais impuissante en actes. Au lieu de cultiver le jardin de l'alternative, nous croyons plus ambitieux de marcher sur les plates-bandes du PS et du PC.

Isabelle Arnaud, Gérard Filoche  
T. BAD

# Un parti ? Pas n'importe lequel

L'« alternative » est-elle la voie vers un nouveau parti ? Question compliquée à laquelle il convient de ne pas apporter, dans l'immédiat, de réponse catégorique.

A coup sûr, envisager une nouvelle forme d'alliance, c'est poser, *pour l'avenir*, la question d'une organisation politique adaptée aux conditions sociales et politiques de l'Europe actuelle. Une telle organisation, produit d'une accumulation d'expériences larges, résultat du rapprochement de courants d'origines extrêmement variées, ressemblera peu aux modèles que véhicule une certaine extrême gauche. Son programme politique ne répondra certainement pas à *toutes* les préoccupations des révolutionnaires. Son mode de fonctionnement aura sans doute peu à voir avec les stricts canons du centralisme démocratique. Ce sera, pour employer le jargon de certains, une organisation « centraliste ». Mais existe-t-il, pour très longtemps au moins, un autre moyen de rassembler efficacement les militants les plus avancés des divers fronts de lutte ?

Aussi bien, il est juste de dire que toutes les démarches actuelles pour une alternative anticapitaliste constituent *la préparation* d'une nouvelle organisation. Mais il convient de ne pas brûler les étapes. On ne pourra envisager un nouveau parti que dans une période où les luttes sociales et politiques auront reconquis une réelle ampleur, au terme — il faut le répéter sans cesse — d'une longue série d'expériences et d'actions communes qui rendront nécessaire la convergence organique des composantes diverses d'une avant-garde dispersée.

En dépit de notre familiarité avec les débats internes de la LCR, nous ne sommes pas sûrs que les thèses proposées au vote du congrès soient claires sur la question. Elles parlent de « parti des travailleurs » qu'il faut construire mais restent vagues, contradictoires même si on lit la résolution organisa-

tionnelle. Jamais la perspective de ce « parti des travailleurs » n'est définie avec précision. S'agit-il d'envisager une nouvelle forme d'organisation politique, telle que nous l'avons évoquée ? Il faut alors le dire sans ambage. Mais compte tenu des nombreux passages consacrés au renforcement de la LCR (destinés à rassurer ceux qui ont peur de « l'alternative »), on peut craindre que la perspective ne soit nouvelle qu'en apparence et ne se résolve, toute pesanteur politique aidant, à une simple tentative d'élargissement de la Ligue, au prix de quelques fusions secondaires.

Nous ne négligeons pas l'intérêt, l'importance éventuelle de tels regroupements. Mais, pour nous, ils sont secondaires par rapport à ce que représente la perspective de l'alternative.

## Pour une révolution culturelle

On l'aura compris à nous lire : les désaccords qui nous amènent à nous constituer en tendance ne sont pas conjoncturels. Ils portent, à propos de l'analyse des possibilités offertes par la situation actuelle et de la perspective de « l'alternative », sur des problèmes essentiels. Nous voulons *une révolution culturelle de la LCR*. Rapidement, nous en évoquerons quelques aspects.

Tout d'abord, une question d'importance pour la préparation des élections de 1986 : *il ne peut être question d'une alliance privilégiée avec Lutte ouvrière*, encore moins d'un accord politique qui tenterait de créer un pôle LCR-LO. Cette dernière organisation regroupe des militants de valeur avec lesquels il faut savoir travailler, accomplir ponctuellement des actions communes. Mais l'ensemble de la politique de Lutte ouvrière est aux antipodes de ce que nous recherchons dans « l'alternative ». Faire de ce groupe un parte-

naire prioritaire signifie bel et bien remettre en question les efforts que nous pouvons accomplir par ailleurs. La référence commune au trotskysme n'a pas de signification pratique, pas plus qu'elle n'a de contenu politique concret. Il faut rejeter cet avatar de « l'unification du mouvement trotskyste ».

Rompre ainsi avec les habitudes ancestrales signifie changer grandement le mode d'activité de la LCR. Il faut avoir à l'esprit *qu'en aucun cas, la solution des problèmes du mouvement ouvrier français ne passe par le pur et simple renforcement de la Ligue*, pour ne pas parler de l'idée d'un futur « petit parti trotskyste » que chérissent certains. Le devenir des marxistes révolutionnaires se confond avec le succès de toutes les tentatives liées à la perspective de l'alternative.

Ce qui veut dire que la LCR doit *modifier profondément son mode d'intervention*. Elle ne peut agir comme si elle était, de fait, le centre obligé de tout regroupement politique, en vertu des privilèges qui lui conférerait sa filiation historique. Elle peut raisonnablement lutter pour conquérir une hégémonie politique. Celle-ci ne sera *jamais* obtenue par des pratiques organisationnelles qui consistent à multiplier, dans les « secteurs de masse », des fractions dont le seul but est d'imposer le contrôle de l'organisation. Au contraire, les militants révolutionnaires doivent être les meilleurs constructeurs des mouvements auxquels ils participent ; ils doivent en respecter le fonctionnement démocratique et, plus encore, les rythmes de maturation politique, sans chercher à profiter des circonstances pour s'emparer artificiellement des directions (bref, faire le contraire de ce que trop souvent ont fait les militants de la LCR, ne serait-ce qu'au temps d'Union dans les luttes).

Un tel comportement est seul de nature à convaincre nos partenaires et nos alliés que la LCR s'engage sincèrement dans la voie de « l'alternative ». Il exige une nouvelle formation des militants. Les meilleures écoles ne peuvent y contribuer que partiellement tant que l'organisation dans son ensemble n'aura pas entrepris une réflexion, largement marquée de révision, sur les problèmes de la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés. Les références aux expériences historiques ont leur utilité évidente. Elles ne permettent pas de résoudre la question essentielle : comment poser le problème du pouvoir dans nos sociétés. Le débat doit s'engager là-dessus ; les acquis, extérieurs à notre tradition, du féminisme et de l'autogestion généralisée doivent être pris sérieusement en compte.

De toute évidence, une telle réflexion ne peut qu'aboutir à une remise en cause réfléchie d'un certain nombre de tabous relatifs à l'organisation révolutionnaire. Il est temps, grand temps, de procéder à un bilan sérieux de la théorie léniniste du parti, d'autant que ce qui en est habituellement retenu dans nos rangs appartient plus à Zinoviev, sinon à Staline qu'au vieil Illitch.

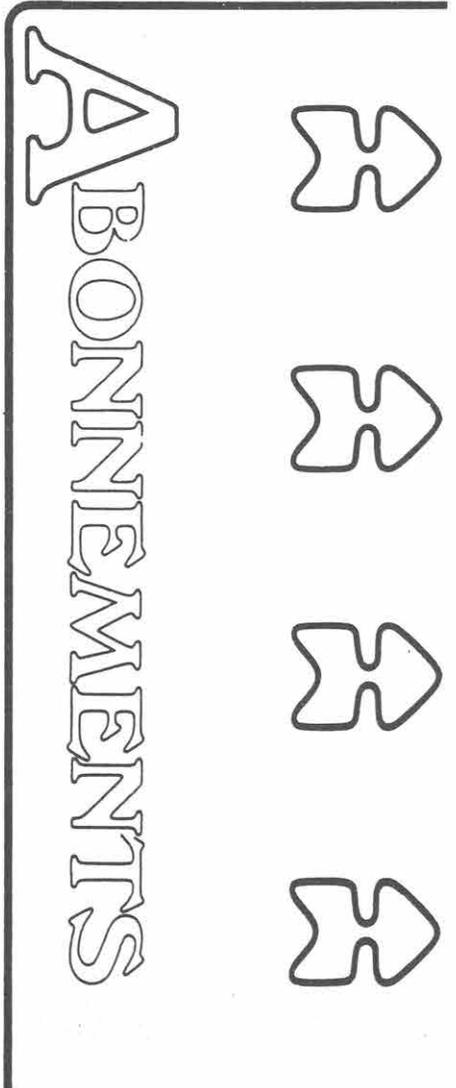
Vaste programme de réflexion qui ne peut être réalisé d'un coup. Raison supplémentaire de l'aborder immédiatement, sans faux-semblants, sans prudence d'organisation.

C'est le but que nous fixons, conscients de ce qu'autour de l'alternative et des problèmes qu'elle révèle se déroule, pour la LCR, la bataille de la *dernière chance*.

Une force politique capable de transmettre sa grande expérience ou un groupe politiquement sectaire, aux effectifs réduits. Tel est le dilemme.

Nous avons choisi.

**Denis Berger (Tendance 3)**



# Ne pas se payer de mots

## Réponse à la tendance 3

ABONNEMENT A DOMICILE		Nom : .....
		Prénom : .....
		Adresse : .....
		Formule choisie : <input type="checkbox"/>
		Réglement à l'ordre de PEC
		2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil
		Tél : 859 00 80
FRANCE	ETRANGER	
DOM-TOM		
		500 F
		450 F
		160 F
		150 F
<b>1-AVEC LA PRESSE DE LA LCR</b> 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste		
<b>2-SIX MOIS D'EXPERIENCE            DE L'HEBDO «ROUGE»</b> 6 mois = 24 numéros		
<b>3- CONNAITRE LE MENSUEL            CRITIQUE COMMUNISTE</b> 1 an = 11 numéros		



La tendance 3 se félicite du fait que la majorité du comité central ait adopté une orientation pour l'alternative. Elle la juge cependant contradictoire, entachée même d'un lourd soupçon : sous un emballage neuf, la majorité ne chercherait-elle pas à prolonger une vieille orientation « conservatrice » et « sectaire » ? Voilà au moins deux raisons de tenter de faire la clarté, dont la T 3 se dit si avide.

### Pas d'alternative à l'alternative

Il est illusoire de penser, dans les conditions présentes du mouvement ouvrier, qu'un parti révolutionnaire puisse se créer par simple agglutination de forces autour de la LCR : cette appréciation n'est pas nouvelle, puisqu'elle est à l'origine de l'orientation visant à constituer une force « à gauche de la gauche », un « parti des travailleurs », adoptée lors de notre précédent congrès.

L'orientation présentée au congrès de novembre prochain propose de faire de la LCR un agent actif et déterminé pour l'émergence d'un regroupement unitaire à vocation alternative aux partis traditionnels faillis. Il s'agit de donner une réalité, en termes de capacités d'initiatives et de débats aux forces, courants et militants divers qui sont à la recherche d'une issue pour l'avenir. A peine balbutiant aujourd'hui, ce processus peut se précipiter demain. Il est juste d'y prendre toute notre part, de le faire avancer. Nous savons en effet que les moments de recul et d'attentisme du mouvement ouvrier, consécutifs aux échecs politiques, sont aussi des périodes de réflexion et de mûrissement parmi les minorités qui ne s'abandonnent pas à la démoralisation. C'est ainsi que se prépare l'étape suivante des luttes politiques et sociales.

Voilà donc, pour la majorité, la prémisse de la politique d'alternative.

Et la T 3 ne dit pas autre chose : « Comme toutes les crises majeures, la crise actuelle est aussi source de renouveau. » (Denis Berger, *Critique communiste* n° 44).

Si cette prémisse est admise (et si donc est rejetée à nouveau l'idée fautive et dangereusement sectaire selon laquelle la croissance de la LCR peut à elle seule débloquer les conditions de lutte en France), il s'ensuit qu'il n'y a pas d'alternative, pour la construction d'une force révolutionnaire significative en France, à la politique d'alternative.

Tel est le débat qui commence dans la LCR, à l'occasion de son VII<sup>e</sup> Congrès. Il s'agit de promouvoir, ici et maintenant, l'action commune en vue d'une remobilisation sociale, le débat sur les objectifs que doivent se donner ceux qui ne renoncent pas au combat contre la société capitaliste et ceux qui s'y engageront, d'aider ainsi à la maturation d'une nouvelle avant-garde. Autant dire que le processus sera long, qu'il ne peut être mesuré et apprécié par les seules possibilités (ou difficultés) de concrétisations immédiates.

Que cette discussion qui commence provoque des hésitations dans la LCR, quoi de plus normal ? Il est pour le moins étrange que la T 3, championne toutes catégories de l'alternative, en prenne argument pour se placer hors du débat, de son enjeu réel, et jeter sur l'orientation présentée au congrès un soupçon de velléité (au mieux) ou de manœuvre (au pire).

### Nouveau parti ou nouvelle alliance ?

Le procès majeur intenté par la T 3 à la majorité est d'inscrire l'alternative dans la perspective de construction d'un parti des travailleurs. Que dit la T 3 ? Les éléments de l'avant-garde étant aujourd'hui fragmentés et dispersés, le rôle de la LCR est de contribuer à les unifier autour d'une perspective d'af-

frontement avec l'Etat. Comme il se trouve que l'idée même de parti est largement discréditée (par assimilation avec les formations bureaucratiques dominantes), il faut tenir compte de ce sentiment et se contenter de poser les bases d'une convergence.

D'autre part, la T 3 se tourne vers la majorité pour exiger d'elle qu'elle définit le contenu, la forme, le fonctionnement d'un futur parti des travailleurs. Elle somme la LCR d'affirmer que ce nouveau parti sera une alliance entre courants politiques et mouvements sociaux, que ce sera un parti « centriste », et qu'il n'en est pas d'autre possible. Si la majorité n'approuve pas cette vision, preuve sera apportée qu'elle ne s'engage que tactiquement, pour la forme, avec le simple espoir d'un bénéfice immédiat, dans l'alternative. C'est en substance ce qu'annonce la T 3 dans ses contributions à *Critique communiste* !

Cette question peut pourtant être retournée à la T 3. Si le discrédit de la « forme parti » est réel, s'il faut bien sûr en tenir compte, faut-il pour autant nous adapter à un sentiment conjoncturel ? Faut-il l'accompagner, en renonçant à expliquer et convaincre qu'un parti — bien différent des partis traditionnels ! — est nécessaire comme instrument de lutte et pour la révolution sociale ? Ce serait là faire preuve d'un opportunisme à courte vue.

Ou bien la T 3 pense-t-elle que la « forme parti » est historiquement dépassée, que la force révolutionnaire nouvelle à construire aura une tout autre configuration ? Si telle est la conception de la T 3, qu'elle l'affirme clairement et la défende comme telle dans la Ligue. Le débat y gagnera en clarté !

Pouvons-nous répondre à cette question : que sera le parti des travailleurs, comment fonctionnera-t-il ? quelle sera sa configuration ? Seuls les développements des luttes sociales et politiques, les décantations politiques et regroupements qui s'opéreront, fourniront une réponse concrète à cette question.

Nous ne pouvons pas plus prévoir si ce parti des travailleurs se constituera comme parti « centriste » évoluant vers des positions révolutionnaires, ou s'il verra d'emblée le jour sur des bases clairement révolutionnaires.

La distinction que nous opérons entre l'alternative et le parti des travailleurs ne tient pas en premier lieu à des questions de structure, de formes d'organisation et de fonctionnement. Elle dépend essentiellement de la définition politique, des bases programmatiques sur lesquelles un parti peut se constituer.

L'alternative offre aujourd'hui un cadre possible, large, pour l'action et la

confrontation. Son nom même est justifié par la recherche d'une voie nouvelle, opposée aux ornières dans lesquelles la social-démocratie et le PC ont une fois de plus jeté la classe ouvrière. Mais l'évolution des composantes présentes et futures de l'alternative n'est pas donnée d'emblée. Les évolutions peuvent être diverses, voire divergentes. Elles dépendent de très nombreux facteurs sociaux et politiques mais aussi, pour partie, de la capacité de la LCR à s'insérer positivement dans ce processus politique, à y défendre concrètement un programme socialiste révolutionnaire et le projet d'un nouveau parti.

La T 3 présente au contraire les efforts développés *au stade actuel* pour l'alternative comme l'ébauche d'une nouvelle organisation, et cette organisation comme l'aboutissement de l'alternative telle qu'elle se présente aujourd'hui. Ce pari paraît bien léger, tant il fait l'impasse sur l'ensemble des tâches politiques impliquées par une réelle recomposition à gauche du mouvement ouvrier.

Pour la majorité, la LCR doit participer à l'alternative et jouer pleinement son rôle dans cette entreprise de rassemblement en restant elle-même, en affirmant l'intégralité de ses positions ; la LCR doit mettre ses capacités d'initiative et d'organisation au service de l'alternative, sans renoncer à se construire comme organisation.

Si la majorité ne conçoit pas le parti à construire comme une projection élargie de la LCR, il est tout aussi clair qu'elle ne renonce pas à défendre, immédiatement et en permanence, certains principes : nous pensons nécessaire un parti délimité politiquement et organisationnellement (ce qui n'exclut pas dans un cadre politique et stratégique commun, des références idéologiques différentes) capable de combiner une démocratie interne, un lien vivant et non manipulatoire aux mouvements de masse, avec une capacité d'unité dans l'action. Pour gagner des secteurs militants à cette idée, il faut une organisation qui la défende en théorie et apporte au moins un début de preuve par sa pratique.

La T 3 reprend par ailleurs, et de façon lapidaire, le débat sur le léninisme. Un tel débat est bien réel. Nous savons, pour notre part, que le parti bolchevik n'est pas un « modèle » a-historique, et qu'il présente plusieurs visages, différents et fortement contrastés, du vivant même de Lénine. L'expérience du parti bolchevik est une référence qu'il nous faut comprendre et évaluer dans ses spécificités historiques. Cette évaluation permet de mieux poser la question suivante : quel parti est

nécessaire, dans les conditions d'aujourd'hui, pour affronter et renverser l'Etat bourgeois, pour la prise du pouvoir par les travailleurs ? C'est d'ailleurs pourquoi nous nous refusons à dissocier la question du projet révolutionnaire et celle de son instrument. Quant à relativiser le léninisme, cela impliquerait pour le moins l'examen de nouveaux éléments (d'ordre théorique et d'expérience) que la T 3, si tel était son objet, n'a pour l'heure pas apportés. Aussi nos camarades pourraient-ils aborder avec plus de rigueur une question qui mérite mieux que quelques phrases, très peu anodines, lâchées ici et là.

## Changer, mais comment ?

Que la LCR doive changer, l'unanimité existe dans ses rangs pour le souhaiter. Mais dans quel sens et comment ? La restructuration capitaliste et la dépression présente du mouvement ouvrier imposent une élaboration concrète et précise d'objectifs de lutte, éclairés par des réponses socialistes d'ensemble. La Ligue doit fonctionner davantage comme « intellectuel collectif » et apprendre à mener un travail politique suivi, continu. L'engagement de la LCR dans l'alternative ne pourra que l'aiguillonner dans cette direction, encore trop peu prise en compte par la majorité.

Mais la T 3, si on la comprend bien, demande à la LCR de renoncer à être elle-même si elle veut construire réellement l'alternative. Et au nom de quoi s'imposer à nous-mêmes ce que nous nous gardons d'exiger de nos partenaires ! A suivre cette pente, la T 3 conclura-t-elle que la Ligue, sous sa forme actuelle, constitue un obstacle à l'alternative ? Qu'elle doit se dissoudre dans ce projet unitaire ?

Ce serait prendre beaucoup de distance avec la réalité, oublier notamment que les obstacles ne sont pas notre fait (mais celui des Verts, par exemple, pour les élections de 1986). Ce serait ignorer que la LCR est déjà, dans les villes où elle est présente, un instrument pour que naissent rencontres, collectifs, initiatives. Ce serait plus se payer de mots sur l'alternative qu'œuvrer sérieusement à une recomposition en profondeur du mouvement ouvrier.

Michel Thomas

## Critique communiste invite ses lecteurs...

Le 1<sup>er</sup> novembre prochain paraît le livre de Zbigniew Kowalewski, ancien dirigeant de Solidarnosc à Lodz, intitulé *Rendez-nous les usines*, aux éditions La Brèche.

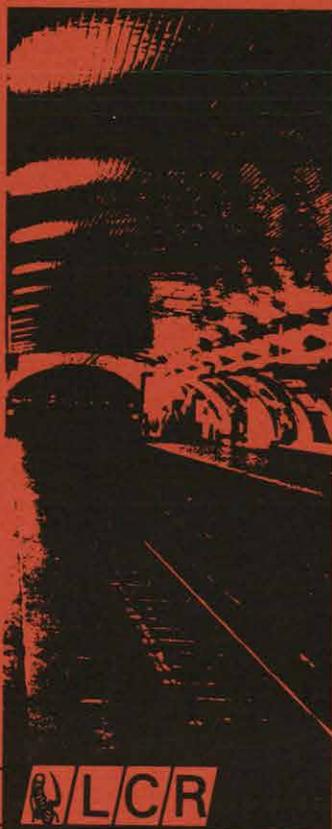
A l'occasion de la présentation de cet ouvrage, le 14 novembre, à l'Ageca (77, rue de Charonne, 75 011 Paris) les revues *Alternative autogestionnaire*, *Critique communiste*, *Enjeu*, *Gauche alternative*, *Murmure*, *Travail*, invitent les journalistes et les gens de presse à un débat sur la Pologne et Solidarnosc cinq ans après le coup d'Etat.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer la participation à ce débat de Jeanne Brunschwig, Marcel Drac, Arthur Gordon, Bernard Cornevin.

# 81 86

L'austérité  
de  
gauche,  
les menaces  
de  
la droite  
**OÙ**  
en  
est-on ?

**COMMENT  
S'EN  
SORTIR ?**



Dossier  
ROUGE

N°14 10 FF  
3e trimestre 85

 LCR

**24 pages, 10 fr.**

# INPRECOR



**SPECIAL AFRIQUE DU SUD**

Les débats dans le mouvement anti-apartheid

**28 pages, 12fr.**

## LA LIBRAIRIE

# La Brèche est ouverte

*Le lundi de 14 h à 20 h*

*les autres jours de 12h à 20 h,  
y compris le samedi*

**9, rue de Tunis 75011 Paris**

librairie diffusion

## LA BRECHE



**9 rue de Tunis  
75011 Paris**

**Tél: 367 63 57  
LA BRECHE**

# Critique Communiste

Revue mensuelle de la LCR éditée par la société PEC.  
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 100 Montreuil-sous-Bois.  
Tél : 859 00 80  
Directeur de la publication : Christian Lamotte. Imprimerie Rotographie.  
ISSN : 0759-0989 N° : 56 551.